

Et vive le « Québec libre de ses choix »



MARIO FONTAINE

On a beau trouver des points de convergence, des similitudes, le même ton rassurant qu'emploie systématiquement le Parti libéral du Québec à chaque fois qu'il parle de constitution, un constat s'impose: la formation de Robert Bourassa vient d'effectuer un virage de 180 degrés cette semaine en publiant le rapport du comité Allaire, de loin le document le plus autonomiste de son histoire.

D'aucuns invoquent les sondages. D'autres la nécessité, pour le chef libéral, d'éviter l'éclatement de son parti. Quelques-uns parlent de principes, d'évolution des militants. Le fait est, en bout de ligne, que le PLQ a changé de discours depuis mardi dernier. Onze ans ont suffi pour que le grand défenseur du fédéralisme — au moment du référendum — décrive à son tour le système en place et réclame une refonte complète des institutions.

Pour s'en convaincre, voyons ce que soutenait la Commission constitutionnelle du Parti libéral dans son fameux *Livre beige* de 1980: l'association économique entre un Québec souverain et le reste du Canada apparaît «haute-ment hypothétique, voire improbable». Les autres provinces n'en voudront tout simplement pas. Ce projet est «un véritable château de cartes», lisait-on dans ce document.

Le Livre beige était destiné à donner au chef du Parti libéral de l'époque, Claude Ryan, une plateforme politique à la fois fédéraliste et suffisamment revendicatrice pour ne pas sembler cautionner totalement le système en place. Il réclamait des réformes certes, mais pas un bouleversement complet.

Le rapport Allaire, lui, prévoit l'autonomie politique du Québec, accompagnée d'une intégration économique avec le Canada. L'impossible est devenu souhaitable. Et si ça ne marche pas, les libéraux convieront les Québécois, par référendum, à se doter d'un État souverain. On offrirait alors l'union économique au reste du pays, gérée par des institutions de nature fédérale. Nos partenaires ne veulent pas de cela non plus? Tant pis, ce sera la souveraineté pure et simple.

Certes, les points communs entre le Livre beige et *Un Québec libre de ses choix*, publié mardi, abondent. Par exemple, tous deux préconisent l'abolition du Sénat. Le Livre beige recommandait la création d'un Conseil fédéral pour gérer les affaires communes et calmer les ardeurs péquiste du gouvernement central. Le nouveau document parle d'institutions confédérales et souhaite la création d'un tribunal communautaire.

De plus, les deux documents contiennent une liste d'épicerie décrivant les pouvoirs à rapatrier. Mais celle de 1991 est autrement

plus longue que la liste de 1980. D'une façon générale, du reste, le comité Allaire va beaucoup plus loin, fait montre d'une audace qui en a surpris plus d'un au moment de sa publication.

Alors que le Livre beige usait d'un ton conciliant et réservait ses flèches aux péquistes, on a droit aujourd'hui à un document dont le ton est plus direct, plus dur à bien des égards. On n'y pourfend plus le Parti québécois mais le régime fédéral, dont il importe de corriger les lacunes avant qu'il ne soit trop tard.

Les mots autonomie, souveraineté, occupation exclusive de champs de compétence, ne font plus peur aux libéraux, qui s'en servaient comme épouvantails lors du référendum. Entre le statu quo et la souveraineté, le Parti libéral opte désormais pour la souveraineté.

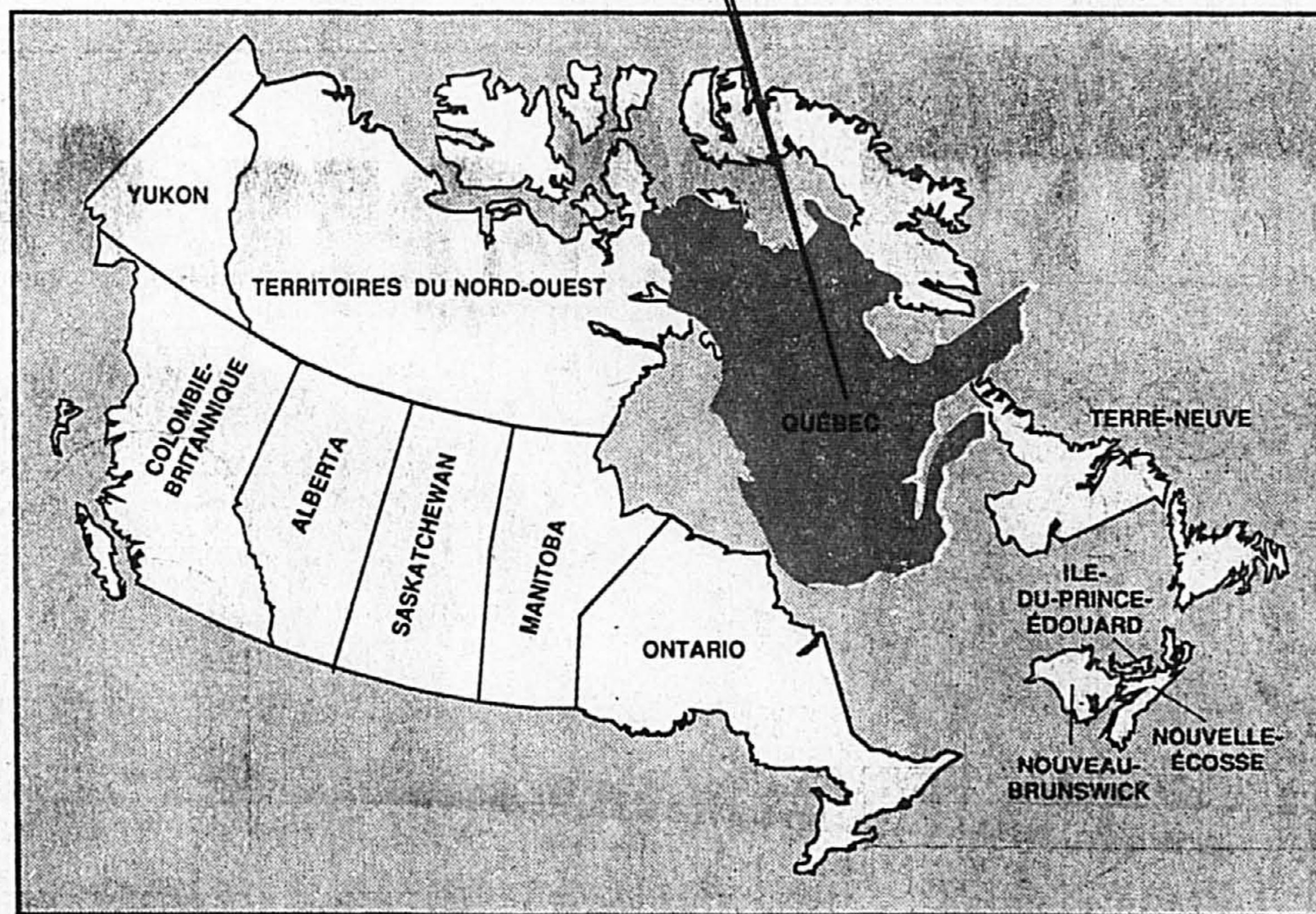
Le couteau sous la gorge
«Le contexte a été totalement modifié depuis le Livre beige», confiait cette semaine à *La Presse* M^{re} Jean Allaire, le président du comité constitutionnel à l'origine du rapport. Une évolution considérable est survenue dans les esprits, vers une plus grande autonomie.

M. Allaire convient qu'en un sens, son rapport n'est pas absolument aux antipodes de ce que le Parti québécois proposait en 1980. Avec, toutefois, d'importantes nuances à ses yeux. La principale, dit-il, c'est que le PLQ «ne veut pas commencer à discuter avec le Canada anglais en lui donnant un coup de poing à la figure». En pratique pourtant, il lui met un couteau sur la gorge, en réclamant une liste impressionnante de modifications dans un laps de temps relativement restreint.

Tout un changement par rapport au Livre beige de Claude Ryan. Celui-ci se faisait en effet un ardent défenseur des institutions en place, affirmant qu'il faut plus que jamais poursuivre l'expérience fédérale canadienne. Il faut assurer l'existence d'un pouvoir central fort, y lit-on, et les provinces doivent être juridiquement égales entre elles, disposer des mêmes pouvoirs, des mêmes droits et des mêmes obligations.

Dans la mouture libérale de 1991, les provinces sont toujours égales, mais il y en a une qui est plus égale que les autres: le Québec, qui disposerait d'un droit de veto sur toute modification constitutionnelle. Et la crise que tra-

Le rapport Allaire constitue le document le plus autonomiste jamais produit par le Parti libéral du Québec



m'en souviens pas assez», «rappelez-moi plus tard». Comme si le tapis venait de leur glisser sous les pieds, qu'il valait mieux se faire tout petit et laisser passer l'orage.

L'argument classique: le rapport n'a pas encore été approuvé par les membres du parti, qui se réuniront en congrès le mois prochain dans la métropole. En pratique toutefois, on sait que le PLQ n'est pas le PQ, et Robert Bourassa devrait pouvoir faire approuver son option sans trop de mal.

Le premier ministre devra tout de même composer avec les tenants d'un fédéralisme plus traditionnel. Certains anglophones pourraient aussi se sentir mal à l'aise dans ce nouveau manteau, convient Pierre Anctil, le directeur général du PLQ. M. Anctil ne prévoit toutefois pas de grande érosion du membership. D'une part, les tenants de la centralisation ont encore 18 mois pour convaincre leurs collègues plus pressés. D'autre part, explique-t-il, le parti n'avait plus beaucoup d'options depuis l'échec de Meech, il devait adopter une position claire et ferme, au risque d'en indisposer certains.

Un cul-de sac

Au dire d'un ancien ministre péquiste qui refuse d'être identifié, le Parti libéral, avec ce rapport, vient d'effectuer une coupure radicale avec son passé. Et de s'engager dans un cul-de-sac. Le Canada anglais n'acceptera jamais les exigences formulées cette semaine par M. Bourassa, selon lui, parce que chaque membre de la fédération devrait marcher sur ses principes à seule fin de plaire au Québec.

Une analogie: voici un propriétaire de condo qui avertit ses voisins de son intention de procéder à quelques travaux chez lui. Mais voilà que pour arriver à ses fins, il doit abattre plusieurs murs... dont certains chez ses voisins. Et qu'il force ces derniers à changer d'étage, à déménager d'appartement. Une proposition que les voisins, bien évidemment, ne peuvent accepter.

Les péquistes se réjouissent de ce virage opéré par leurs adversaires. Selon leur perception des choses, on se retrouve aujourd'hui avec un parti souverainiste qui s'ignore, le PLQ, et avec un parti souverainiste bien identifié, le Parti québécois. D'une façon ou de l'autre, les électeurs seront plus que jamais convaincus de la

nécessité d'opter pour la souveraineté.

Une longue incubation

Les auteurs du rapport Allaire ont eux-mêmes admis, cette semaine, avoir consulté pour leurs travaux le livre blanc que le Parti québécois publiait avant le référendum (Une nouvelle entente Québec-Canada), dans lequel le PQ présentait son option de souveraineté-association. Le Livre beige fut toutefois d'un plus grand secours, se hâtent-ils de préciser, de même que les réflexions faites en 1966 par Paul Gérin-Lajoie.

Cet ancien ministre de l'Éducation préconisait une forme de statut particulier pour le Québec. Ce que reprend, en un sens et sans le terme, le rapport Allaire. Toutes les provinces pourraient profiter des prérogatives que réclame le Québec, précise le document. En pratique, on devine toutefois que la plupart d'entre-elles, sinon la totalité, délégueraient leurs responsabilités supplémentaires à l'État central.

De facto, c'est la naissance du fédéralisme asymétrique tant dénoncé par les Pierre Elliott Trudeau, Jean Chrétien et autres tenants d'un pouvoir central fort. Et, jusqu'à un certain point, la reprise du débat là où il avait été laissé voici 25 ans. M. Gérin-Lajoie évitait de pavoiser cette semaine, mais ne semblait pas mécontent de voir certaines de ses idées refaire surface après cette incubation d'un quart de siècle.

«Si nous optons néanmoins pour la voie fédérale canadienne, c'est parce qu'à nos yeux, elle offre les meilleures chances de liberté et d'égalité concrètes pour le Québec et les Québécois».

Livre beige, 1980
«Comme rien n'indique ou n'annonce un changement dans le sens des aspirations légitimes du Québec, il vaut mieux désormais emprunter une voie nouvelle, plus constructive à la fois pour nous et pour les Canadiens.» Rapport Allaire, 1991

Fondé
en 1898



POUR L'EXCELLENCE ET POUR UNE QUALITÉ DE VIE

COLLÈGE MONT-SAINT-LOUIS
ASSOCIATION COOPÉRATIVE

1700, boulevard Henri-Bourassa Est, Montréal H2C 1J3

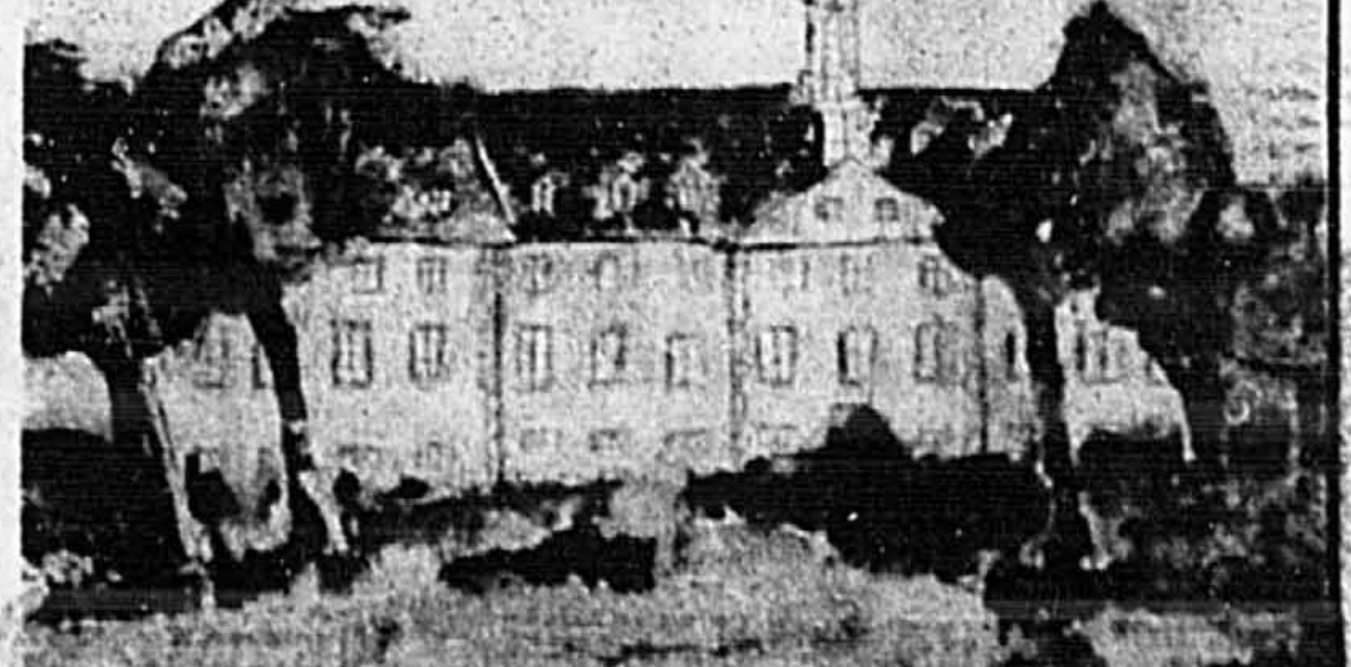
Collège privé pour garçons et filles
cours secondaire complet

EXAMENS D'ADMISSION POUR SEPTEMBRE 1991

En 1^{re} secondaire, en 2^e, 3^e, 4^e et 5^e secondaire — le lundi 11 février 1991

On peut s'inscrire à l'examen d'admission en téléphonant au secrétariat du niveau.

382-1560 UNE FORMATION EN SCIENCES...Une tradition



Éditorial

Paul Desmarais
président du conseil
d'administrationRoger D. Landry
président et éditeurClaude Masson
éditeur adjointMarcel Desjardins
directeur de l'informationAlain Dubuc
éditorialiste en chef

Robert Bourassa est-il un nouvel homme?

Robert Bourassa n'a pas changé: il a le même poids qu'avant sa terrible maladie qui n'y paraît plus, le même physique d'ascète, le même visage légèrement bronzé malgré l'interdiction de ses médecins de prendre trop de soleil, la même attitude sobre et modeste, la même approche charmante mais absente de charisme, le même esprit «ratonneur» et calculateur, la même finesse politique et politicienne.



Après un quart de siècle de vie politique, il est trop expérimenté pour changer. À 57 ans, c'est un vieux renard à la personnalité sympathique.

Robert Bourassa n'a pas changé: pas de déclarations fracassantes, pas de hauts cris, pas de violence verbale. Il manie les mots et les expressions comme un magicien. Il désamorce les bombes ou les réactions politiques avec un calme désarmant. Il est maître de l'ambivalence, de l'ambiguïté, de l'équivoque et bien malin celui qui peut décoder ce qu'il veut dire au juste.

Il évite de s'enfermer dans tout carcan idéologique: on pourrait dire de lui qu'il est, par ordre d'importance, un fédéraliste-associationniste-souverainiste. Il a toujours dans sa poche une formule pour réconcilier les tendances opposées à l'intérieur de son parti, pour confondre ses adversaires, pour s'ajuster aux

humeurs épidémiques des électeurs, pour faire face à la mou-vance politique. Il utilise le temps à son avantage: «en politique, le timing compte pour 85 p. cent», emprunte-t-il à l'ancien ministre britannique Harold Wilson. Sous l'apparence d'un chef de gouvernement perpétuellement indécis, il contrôle tout, sait ce qu'il fait, sait où il va.

Robert Bourassa n'a pas changé: c'est un cérébral et non un émotif. Il est on ne peut plus conscient que, sur le plan affectif, une majorité de Québécois n'ont plus le goût d'être aussi des Canadiens. Si, politiquement, M. Bourassa reconnaît que le désir de souveraineté politique est là pour durer, il s'acharnera à démontrer que l'attachement au Canada demeure essentiel au plan économique.

Il jouera auprès des Québécois sa carte favorite de la sécurité, de la stabilité économique dont il est le plus sûr gardien. Les Québécois lui font plus confiance qu'à n'importe quel autre chef politique et il le sait bien: «Les Québécois sont des Normands: ils sont prudents», dit-il. Robert Bourassa ne fera pas faire un saut dans l'inconnu à ses concitoyens. Il se donne du temps pour tenter une «dernière chance» d'entente avec le Canada, pour préparer au cours des prochains 20 mois le terrain au cas où la souveraineté devenait, à la limite, pour lui inévitable.

Robert Bourassa n'a pas changé: de son désaccord profond

avec René Lévesque qui remonte à août 1967 (et qui l'a empêché d'épouser la cause indépendantiste) jusqu'au rapport Allaire sur «Un Québec libre de ses choix», il n'a pas dévié de ses idées fondamentales sur ce que devrait être le régime fédéral en vigueur au Canada: une très grande autonomie politique reconnue aux provinces ou aux régions du pays, avec une interdépendance économique qui réunit tout le monde au sein du Canada.

C'est par attachement économique, union monétaire et union douanière principalement, que Robert Bourassa veut conserver la structure canadienne, qu'elle se nomme fédérale ou confédérale, avec un Parlement élu au suffrage universel. C'est ce dernier aspect qui le différencie aujourd'hui de Jacques Parizeau, hier de René Lévesque, et de la souveraineté avec ou sans association.

Robert Bourassa n'a pas changé: il veut le pouvoir pour le pouvoir; on croirait qu'il veut établir un record Guinness de longévité à la fonction de premier ministre. Mais, conscient des bouleversements inévitables qui surviendront d'ici peu quant à la place qu'occupera le Québec dans un Canada à redéfinir, il veut aussi, à sa façon, marquer l'histoire politique du Québec. Sans panache, sans éclat, il est prêt à tout pour atteindre son objectif.

Claude MASSON

Gagner la paix

La guerre, assurait George Bush dans son adresse à la nation, est le seul moyen de garantir une «paix durable» au Proche-Orient. Supposons — ce qui est loin d'avoir été démontré — que l'offensive coalisée était incontournable. Doit-on en conclure qu'il suffira d'infliger une cinglante défaite à Saddam Hussein pour éteindre automatiquement la poudrière proche-orientale?



Douteux. D'abord, parce que la guerre aura un effet dévastateur sur les économies, déjà exsangues, des pays arabes qui n'ont pas accès à la manne pétrolière. Déjà, ces pays sont privés des revenus que leur rapportaient les travailleurs exilés au Koweït ou en Irak. Conjugues aux coûts de l'effort de guerre, ces difficultés ne pourront qu'exacerber le mécontentement et mettre à vif la haine envers le monde occidental.

L'Occident aurait intérêt ici à tirer la leçon de la guerre Iran-Irak. Après avoir soutenu Bagdad dans l'espoir de bloquer la vague khomeiniste, les puissances occidentales l'ont laissé tomber une fois le conflit terminé. L'Irak, qui avait des surplus de 30 milliards en 1980, s'est retrouvé huit ans plus tard totalement dans la dette. L'invasion du Koweït constitue en partie le prix que la communauté internationale paie pour son indifférence devant la débandade économique de l'Irak. Morale: pour éviter une répétition de l'Histoire, il vaudrait mieux prévoir dès maintenant une sorte de «plan Marshall» pour les pays arabes touchés par l'onde de choc de la guerre.

Deuxième condition de paix: le contrôle des armes. Une fois qu'on aura tiré le rideau sur les hostilités du Golfe, de nouveaux acteurs, abondamment armés par l'Occident, entreront en scène pour se départager leurs zones d'influence, créant un nouveau risque de tensions inter-arabes. L'Irak n'est pas aujourd'hui la seule puissance militaire de la région. Il y a aussi la Syrie qui s'affirme de plus en plus comme la prochaine superpuissance arabe. Or, la coalition anti-irakienne pourrait s'avérer purement conjoncturelle et s'effriter au lendemain d'un cessez-le-feu. Pour être porteuse d'une «paix durable», la guerre du Golfe devra aboutir à un contrôle de l'armement et à la création d'un cadre de sécurité inter-arabe.

La troisième condition de «paix durable» est sans doute la plus cruciale, et aussi la plus délicate: il s'agit du règlement du problème palestinien. Tant que Palestiniens et Israéliens ne s'entendent pas sur un mode de coexistence pacifique, des tyrans à la Saddam auront toujours accès à un inépuisable gisement d'hydrocarbures pour alimenter de futures guerres saintes et canaliser contre un ennemi commun — Israël — les frustrations de leurs populations.

En lançant ses Scud sur Tel-Aviv, Saddam Hussein a fini par tisser un lien entre la guerre du Golfe et la question palestinienne. Qu'Israël riposte ou non, ce «lien de sang» est désormais indélébile.

Il n'est pas exclu qu'à l'issue de la guerre, la retenue d'Israël devant les attaques irakiennes et la solidarité de l'appui des coalisés arabes créent un terrain favorable à des pourparlers visant la double reconnaissance de l'État d'Israël et du droit des Palestiniens à avoir un pays. Mais l'effet contraire est tout aussi probable: tant Israël que les pays arabes risquent de vouloir récolter les dividendes politiques de leur «bon comportement». Il n'est pas trop tôt, même si un cessez-le-feu paraît encore aussi inaccessible qu'un mirage dans le désert, pour ébaucher une médiation internationale visant à vider une fois pour toutes l'abcès palestinien.

Car une fois gagnée la guerre, il faudra encore gagner la paix.

Agnès GRUDA

«Ouf!» ou «Tant pis!»

L'annonce de l'intention de Lucien Bouchard de demeurer dans l'arène fédérale est pratiquement passée inaperçue dans le vacarme déclenché par la publication du rapport Allaire. Il s'agit pourtant d'une décision qui a dû provoquer un soupir de soulagement, ou de dépit, dans plusieurs milieux politiques.



Chez les dirigeants péquistes, d'abord, où l'on craignait par-dessus tout de voir débarquer cette encombrante vedette sur la scène électorale québécoise. Le PQ vient tout juste de retrouver l'unité dont il aura bien besoin pour empêcher Robert Bourassa de lui souffler le vote souverainiste. Il n'a surtout pas les moyens, maintenant, de se payer une contestation larvée du leadership de Jacques Parizeau, mal en point dans les sondages, que l'arrivée de ce messie aurait inévitablement déclenchée.

Robert Bourassa aussi peut se réjouir de voir Lucien Bouchard continuer à s'exprimer à Ottawa en lui laissant le champ libre pour tenter de récolter, ici, le fruit de son travail là-bas.

Sans parler des députés du Québec aux Communes qui seront tentés de brandir la menace de leur passage au Bloc québécois pour faire entendre leur voix dans les grands partis fédéraux.

Ce sont, d'ailleurs, à première vue, Brian Mulroney et Jean Chrétien qui ont le plus à perdre, en terme de crédibilité, dans cet entêtement à faire entendre une voix discordante du Québec sur les tribunes canadiennes où ils prétendent parler en son nom. Mais au point où ils en sont, même le silence de M. Bouchard n'aurait pas changé grand-chose.

Pierre GRAVEL

LE PATRIOTE DE LA SEMAINE



DRÔITS RESERVES

La valeur des prémisses d'une étude conditionne celle de ses conclusions

MARCEL ADAM

En lisant certaines études ou enquêtes portant sur la question constitutionnelle, j'ai parfois l'impression que les prémisses contenues dans l'introduction du rapport ont été rédigées à la toute fin de l'exercice afin de justifier les conclusions.



Alors qu'en toute logique il aurait fallu, il me semble, commencer par analyser très rigoureusement l'histoire de la problématique soumise à l'examen, pour s'assurer que le remède proposé sera en rapport avec un mal réel et non imaginaire.

C'est un peu le sentiment que j'éprouve après avoir lu le rapport (Allaire) du Comité constitutionnel du Parti libéral du Québec.

Les conclusions de ce projet de réforme découlent de deux analyses: d'abord celle du vieux contentieux suscité par les vaines revendications des gouvernements québécois et qui a abouti à l'échec de l'Accord Meech et à l'impasse actuelle; ensuite celle de l'inadéquation de la Constitution fédérale, qui a largement contribué à faire du Canada un pays ingouvernable, menacé de banqueroute et de désintégration.

Je n'ai pas grand-chose à redire du diagnostic porté par les

auteurs sur l'état actuel de l'union canadienne, l'énumération des carences d'une constitution fédérale depuis longtemps désuète et la dénonciation des pratiques centralisatrices du pouvoir central qui sont une négation flagrante du principe fédératif.

Mais c'est le manque de rigueur de la partie historique qui fait problème et affaiblit du fait même l'argumentation en faveur d'un changement radical du système constitutionnel canadien et de l'accession du Québec à l'autonomie politique presque complète.

L'échec de Meech, y lit-on, «a été perçu comme un refus du Canada de reconnaître le caractère distinct de la société québécoise et le principe de l'égalité des deux peuples fondateurs»; il a «également été interprété comme une preuve de plus de l'impossibilité pour le Québec d'obtenir, à l'intérieur du cadre fédéral actuel, les pouvoirs indispensables à sa survie et à son épanouissement comme seule société francophone d'Amérique du Nord».

Ce qui prouve, selon les auteurs, l'impasse constitutionnelle et l'incapacité pour le Québec «de réintégrer dans l'honneur et l'enthousiasme la Constitution canadienne, après que celle-ci eut été modifiée sans son accord en 1982».

Plutôt que de faire sa propre lecture de ces événements, de manière rigoureuse et objective, pour mieux soutenir la thèse du changement la commission prend à son compte, sans examen, ces perceptions et interprétations qui sont devenues des slogans du discours politique.

On accepte à la rigueur que les politiciens et les militants nationalistes utilisent cette argumentation polémique, mais dans un tel document elle porte atteinte à la crédibilité d'un projet pronant un chambardement total du pays.

Presque partout dans le rapport on parle du Québec sans préciser s'il s'agit du peuple ou du gouvernement, laissant ainsi entendre que l'un et l'autre furent toujours sur la même longueur d'ondes en matière constitutionnelle.

Quand il est question, en plusieurs endroits, des aspirations frustrées du Québec, la distinction s'impose. Car il faut dire que les gouvernements du Québec n'ont jamais mis la population dans le coup en matière constitutionnelle (sauf lors du référendum qui a donné le résultat que l'on sait). Il faut également rappeler que les Québécois qui élisent les gouvernements réclamant au nom du peuple une réforme constitutionnelle, envoient à Ottawa des députés qui refusaient ces requêtes avec la conviction d'être fidèles à la volonté des Québécois.

Il est au surplus intéressant de souligner que les gouvernements d'Ottawa qui ont dit non aux prétendues aspirations des Québécois, trouvaient dans le Québec leur principale assise électorale.

Il faut donc faire bien attention de préciser de qui il s'agit au juste quand on parle du Québec.

Je relève un autre exemple de manque de rigueur dans ce passage où l'on évoque la promesse non tenue faite par le gouvernement fédéral, lors du

référendum, «d'un fédéralisme renouvelé dans le sens des aspirations du Québec».

Je ne sache pas qu'Ottawa ait fait une promesse aussi précise au Québec.

On se réfère sans doute à l'engagement pris par M. Trudeau à Paul-Sauvé. Il est certain que dans le contexte ses propos pouvaient induire à penser qu'il acceptait enfin de modifier le fédéralisme comme le réclamait la classe politique québécoise.

On peut reprocher à M. Trudeau d'avoir tenu un discours à double sens qui, en vérité, ne pouvait qu'en avoir un, ce soir-là, pour les tenants du fédéralisme renouvelé qui s'apprétaient à voter oui pour mieux atteindre ce but.

Suite à ce prétendu reniement de promesse, la Constitution fut rapatriée en 1982, y lit-on, «sans l'accord du Québec et contre l'avis de l'Assemblée nationale».

Sans l'accord du Québec? De qui parle-t-on au juste? Le gouvernement du Québec n'avait pas donné son accord, mais les sondages ont montré qu'en majorité la population y était favorable.

On me rétorquera avec raison que ce qui compte dans notre système politique ce sont les décisions des élus, non les sondages. Alors je retourne l'objection contre les auteurs du mémoire qui, sur la foi des sondages, prétendent que le Canada anglais a refusé Meech, alors que huit provinces sur dix, et représentant plus de 90% de la population canadienne, ont approuvé l'accord jusqu'au bout.

Opinions

Le rapport Allaire: piège ou perche?

JACQUES DUFRESNE
collaboration spéciale

Il y a trois problèmes au Canada: la place du Québec, les exigences de l'Ouest et le déficit décaillant de la centralisation.

Par le rapport Allaire, les libéraux au pouvoir à Québec invitent les autres gouvernements à s'attaquer à ces trois problèmes simultanément.

On peut considérer le rapport Allaire soit comme un piège, soit comme une perche de la dernière chance tendue avec sincérité. L'hypothèse du piège étant celle qui a le plus de chances d'être retenue au Canada anglais, c'est celle que j'examinerai d'abord.

De piège en piège

Les premières réactions recueillies indiquent que le rapport Allaire crée dans le Canada anglais un malaise semblable à celui qu'avait produit le Livre beige de Claude Ryan, paru juste avant le référendum de 1980. Le Livre beige avait semé la consternation outre-Atlantique parce que personne ne voulait du dualisme qui l'introduisait dans les institutions canadiennes. La réaction officielle fut cependant polie et molle car, de toute évidence, il fallait ménager le futur allié dans le débat référendaire.

De nombreux Canadiens anglais ont eu l'impression d'être pris au piège. A leurs yeux, le plan Ryan et le projet de René Lévesque étaient deux façons différentes mais équivalentes de démolir le Canada que Pierre Trudeau venait de mettre en chantier. Ils ont répliqué par une astuce. Ils ont fait mine de s'intéresser au Livre beige, ou à une formule apparentée de fédéralisme renouvelé.

Polies et molles, c'est aussi ce qu'ont été cette semaine les premières réactions des leaders politiques du Canada anglais: n'est-ce pas le même piège qui leur est ten-

du? Si vous n'acceptez pas de négocier la Suisse avec Robert Bourassa, vous devrez négocier la souveraineté avec Jacques Parizeau.

(Je dis négocier la Suisse parce que dans cette fédération décentralisée, le gouvernement central ne compte que sept ministères, que son pouvoir de dépenser est limité par la constitution, etc.)

La situation qui en résulte est doublement fautive. Elle incite le Canada anglais, où aucun chef n'a ce mandat, à faire mine d'être disposé à opérer rapidement un virage de 359 degrés. D'autre part, avant même le dépôt du rapport de la Commission Bélanger-Campeau, elle engage le Québec dans une démarche qui, pour être sérieuse et prise au sérieux, devrait refléter le désir profond de la population, chose qui ne pourrait être établie qu'au moyen d'une élection ou d'un référendum.

Place à la lucidité

Le porte-parole le plus sincère et le plus éclairé du Canada anglais est à l'heure actuelle Jeffrey Simpson, journaliste au *Globe and Mail* et au *Devoir*. Quelques heures après la publication du rapport Allaire, il déclarait en substance ceci: il y a maintenant deux partis souverainistes au Québec. Aux Québécois, il ne reste plus qu'à décider qui de Jacques Parizeau, Lucien Bouchard ou Robert Bourassa négociera en leur nom avec Ottawa. Le Canada anglais devrait lui aussi choisir ses représentants; les chefs politiques d'origine québécoise, c'est-à-dire Brian Mulroney et Jean Chrétien, perdent ipso facto toute légitimité de même que les députés du Québec, du moins ceux du Québec français. Clyde Wells par exemple, deviendra le représentant du Canada anglais, à moins que ce ne soit Preston Manning ou un autre. La négociation sera dure.

On ne peut pas soupçonner Jeffrey Simpson de faire du chantage. Il dit les choses comme elles sont, avec peut-être un je ne sais quoi de condescendant qui provient de son légitime étonnement devant le fait que de nombreux Québécois semblent encore penser que les

choses pourraient se faire autrement.

Le Reform Party propose lui aussi une réforme radicale des institutions politiques du pays, mais il est un parti fédéral et fédéraliste qui entend respecter les règles du jeu actuel. S'il reste au Québec des gens qui entendent réformer radicalement le Canada tout en demeurant résolument canadiens, ils n'ont qu'à se regrouper dans un nouveau parti fédéral ad hoc et se faire élire contre le Bloc québécois, contre le parti fédéral centralisateur de Jean Chrétien et en dépit de l'option souverainiste des deux partis provinciaux.

La dynamique de la souveraineté est créée par le fait même que les Québécois ne misent plus désormais que sur leur gouvernement provincial pour défendre leurs intérêts auprès du Canada anglais.

Le modèle européen

C'est d'ailleurs dans ce sens que semble évoluer l'Europe des douze, qui sert de modèle à Robert Bourassa. Dans ce grand ensemble, le pouvoir est partagé entre deux instances: le Conseil européen, constitué par les chefs d'Etat, et la Commission européenne, qui est un appareil administratif. Cette dernière est dirigée par des commissaires non élus et places sous l'autorité d'un Conseil de ministres représentant les Etats. Par l'intermédiaire de ce Conseil, les Etats membres défendent tant bien que mal leur souveraineté à l'intérieur de la Commission, dont la tendance naturelle est d'accroître sa puissance au détriment des gouvernements des Etats membres.

Si la Commission européenne atteint ses objectifs, l'Europe deviendra peut-être un jour une fédération semblable au Canada actuel, avec Bruxelles dans le rôle d'Ottawa. Si au contraire, c'est le Conseil européen qui prend l'ascendant, l'Europe deviendra tout au plus une confédération, ce qui signifie que les pays membres conserveront leur souveraineté, ce qui ne les empêchera pas de faire front

commun dans autant de domaines qu'ils voudront.

Entre le Conseil et la Commission présidée actuellement par le Français Jacques Delors, il y a toujours eu tension. C'est cette tension qui fut le véritable objet du sommet important qui eut lieu à Rome en décembre dernier. Or, de l'avis unanime, Jacques Delors a été le grand perdant à ce sommet, où il est apparu clairement que c'est le Conseil européen qui avait le vent dans les voiles.

Si le Canada doit sembler rêver Robert Bourassa, en solitaire pour l'instant, devant un jour prendre forme, il serait une confédération dominée par un Conseil canadien constitué par les chefs de régions ou de provinces désormais souveraines. Quant à l'association ou à la coopération que les péquistes ont toujours souhaitée, quelle autre forme pourrait-elle prendre?

Vaste programme pour un Canada anglais qui ne songe pour l'instant qu'à réformer son Sénat!

Pourtant, une aventure périlleuse, certes, mais passionnante demeure possible pour ce pays qui aime servir de modèle et dont les mœurs démocratiques ont été jusqu'à ce jour irréprochables. Comme le prouve la situation en URSS, en Yougoslavie, et même à l'intérieur de plusieurs républiques d'URSS, le fédéralisme est voué à l'échec là où il n'y a pas d'homogénéité culturelle. La Suisse seule fait exception à cette règle. En mettant à profit ses mœurs démocratiques, le Canada ne pourrait-il pas devenir une véritable confédération, et par là servir de modèle à des pays où la tentation de la violence est plus forte?

La malheur, c'est que les Canadiens anglais ont le sentiment que les Québécois, par l'intermédiaire de Pierre Trudeau, viennent tout juste de les supplier de faire un Canada bilingue, centralisé et interventionniste.

Il faudra que nous fassions preuve d'un surcroît de cohérence dans l'avenir prochain, pour rattraper le manque total de cohérence entre nos élus fédéraux et nos élus provinciaux au cours des dernières décennies.

Lysiane Gagnon

La bulle libérale

Je suis leur chef, donc je les suis. Telle est plus que jamais la devise du premier ministre Bourassa. Comme toujours à la remorque des sondages mais soucieux de gagner du temps, le voici qui engage son parti dans une démarche ambiguë dont on ne sait même pas ce qu'elle vise au juste: un compromis honorable avec le Canada anglais ou la souveraineté-association?

Ce n'est pas par hasard que chacun pige ce qu'il veut dans le rapport Allaire: il reconforte les fédéralistes qui le voient comme une simple base de négociation, et réjouit les Libéraux souverainistes, pour qui c'est une offre «à prendre ou à laisser». M. Bourassa se vante d'avoir évité la division dans son parti, mais c'est une unité illusoire car les Libéraux se contredisent plus que jamais.

Durant la saga du Lac Meech, M. Bourassa a été accusé d'avoir été mauvais stratège, en partant avec des demandes minimales qui le privaient de toute marge de manœuvre. Aurait-il opté, cette fois, pour la stratégie inverse? Demande-t-il la lune pour obtenir un compromis quelconque? En deux heures d'entrevue avec lui, jeudi soir à *La Presse*, il a été impossible de le savoir précisément.

De deux choses l'une.

Ou M. Bourassa veut que cet «énigme» effort de négociation réussisse. Pourquoi alors ne pas mettre toutes les chances de son côté? Pourquoi jeter à la face de l'interlocuteur un rapport manifestement conçu par des gens qui n'ont pas la moindre idée de ce qui se passe dans le reste du Canada?

Ou M. Bourassa juge la souveraineté inévitable. Pourquoi alors ne pas le dire carrément? Cela serait autrement plus digne, comme attitude, que d'aller se trainer avec un «projet» voué à l'échec parce que totalement irréaliste, devant un Canada anglais excédé qui risque bien de forcer le Québec à choisir entre un statu quo à peine modifié et l'indépendance pure et simple.

Seuls des gens qui n'ont pas lu le rapport Allaire — ou qui ne connaissent pas le reste du Canada — peuvent s'imaginer qu'il s'agit là d'une base acceptable de négociation.

Ce que propose ce rapport, c'est ni plus ni moins que le chambardement total des institutions qui forment le visage et le tissu du Canada: un gouvernement fédéral transformé en coquille vide alors que les deux tiers des Canadiens hors-Québec veulent un gouvernement central fort, le sénat aboli en deux lignes alors que la moitié des provinces rêvent d'en relever l'importance, un bilan sec et comptable (et par endroits carrément biaisé) de trois cents ans d'histoire commune — tout cela lancé sur la table avec un ultimatum irrevocable!

Comment un pays aussi hétérogène et politiquement divisé, affligé par la récession, la guerre du Golfe et un gouvernement fédéral presque unanimement détesté, où les citoyens normaux consacrent deux minutes par année à la réflexion constitutionnelle, pourrait-il se redéfinir en 18 mois? Et pour finir le plat, le PLQ exige un interlocuteur unique au moment où le gouvernement central est paralysé par son impopularité et une crise de confiance sans précédent!

Comme le fameux «livre beige» concocté par Claude Ryan alors qu'il était chef du parti, le rapport Allaire a été fabriqué dans une bulle: on refait le Canada sur papier, de fond en comble, comme si l'on était tout seuls dedans, comme si l'opinion des trois quarts de la population ne comptait pour rien du tout. Le livre beige n'était pas plus réaliste que le rapport Allaire, il avait au moins le mérite de constituer un édifice cohérent.

Ici, on a jeté dans le malaxeur les ingrédients populaires dans les sondages — plaquant, comme le dit fort bien Alain Dubuc, «une démarche souverainiste dans un cadre fédéraliste»: une sorte de souveraineté-association avec parlement fédéral élu (les Québécois veulent des députés à Ottawa), dollar et passeport canadien, une place spéciale dans les ambassades mais pas la responsabilité de la défense, la dette au fédéral et l'argent au provincial, la pérennité mais seulement quand ça fait notre affaire, etc. En bref, les avantages du fédéralisme sans les inconvénients, les avantages de la souveraineté sans les responsabilités, le beurre et l'argent du beurre.

Le PLQ prend-il les Canadiens pour des idiots? Y a-t-il pire erreur tactique que celle de sous-estimer son «adversaire»?

La négociation d'un nouvel accord, si elle n'est pas entreprise de bonne foi, dans le respect de l'autre, et si elle est lancée sur la base d'un document auquel l'autre partie ne peut souscrire sans se renier elle-même, est vouée à l'échec. Le Canada n'y trouvera que matière à de nouveaux ressentiments, et le Québec, matière à une nouvelle humiliation.

Au lieu de choisir librement leur destin, à l'heure qui leur convient, les Québécois vont encore une fois se faire acculer au pied du mur. La dignité élémentaire, c'est de partir (à supposer évidemment que ce soit cela qu'on veuille). Pas de se faire jeter dehors. C'est d'ouvrir soi-même la porte. Pas de se faire montrer du doigt.

Il y a plus. La démarche sournoise et infantile qu'annonce le rapport Allaire risque de pourrir définitivement les rapports Québec-Canada, et de saboter les chances que la souveraineté du Québec (si c'est cela que veut le peuple... qu'il va bien falloir finir par consulter un jour ou l'autre!) se réalise dans un climat civilisé. Il y aura toutes sortes d'ententes à négocier, aussi bien que cela se fasse avec un minimum de hargne et de délais.

Ils rêvent en couleurs, ceux qui s'imaginent qu'après avoir «écœuré» le reste du Canada pendant 18 mois, Robert Bourassa sera mieux placé, pour négocier la souveraineté, qu'un Jacques Parizeau qui a toujours respecté ses interlocuteurs canadiens et n'a jamais essayé de les forcer à chambarder leur pays pour accommoder ses propres intérêts électoraux.

Bien sûr, la tactique du PLQ est de se présenter comme modéré face à un PQ plus radical, mais quand on est engagé dans une dynamique indépendantiste, ces distinctions n'ont plus de sens: la souveraineté est en soi une position radicale parce qu'il s'agit d'une rupture.

A moins que le PLQ ne mette la hache dans cet absurde rapport, et qu'il ait le courage de choisir entre le fédéralisme (et la négociation de bonne foi) et la souveraineté (mais la tête haute et ouvertement), les Québécois feraient bien de se demander qui l'on va voir quand on veut se bâtir une maison: un marchand de tapis ou un architecte?

Si l'on s'en va vers la souveraineté, ne serait-il pas plus logique d'en confier la réalisation au parti qui a toujours été convaincu que c'était là la meilleure voie et qui s'y prépare depuis vingt ans, plutôt qu'au parti qui n'y croit pas vraiment, et qui ne s'y résoud qu'en désespoir de cause, parce que ses députés ont peur de perdre leur siège aux prochaines élections?

L'autre guerre, celle qui blesse sans tuer

FRANCINE PELLETIER
collaboration spéciale

Hammy Mustapha avait à peine dit trois mots quand il s'est mis à pleurer. Et à bredouiller, la tête écarlée entre les épaules: «Excusez-moi, je suis un citoyen honnête, je suis fier de vivre ici...»

On ne s'attend pas à ce qu'un homme dans la force de l'âge — et boxeur de surcroît — se mette à pleurer. Encore moins devant une cinquantaine de personnes. Mais, voilà, Hammy Mustapha pleurait, samedi dernier, en pleine rencontre sur la guerre du Golfe organisée par le Centre maghrébin de recherche et d'information. Il pleurait à cause d'une remarque d'une femme chauffeur d'autobus, quelques jours plus tôt: «Maudite misérable, lui a-t-elle dit. Vous les Arabes, partout où vous allez, vous faites du trouble. Retournez-vous-en chez vous.»

C'est donc parti mon kiki. La guerre des mots, la guerre psychologique, la guerre qui ne tue pas mais qui blesse. «A cause de cette guerre», dit la directrice du Centre, Fatima Houada-Pépin, les Arabes et les musulmans vont y goûter. Je crains le pire.

Déjà, les incidents s'accumulent. En Italie, selon une information de Radio France International rapportée par M^{me} Houada-Pépin, 800 Maghrébins auraient été internés dans un cinéma désaffecté où ils ont droit à de l'eau et deux sandwiches par jour. Certains auraient été battus. En France, des Arabes sont menacés d'expulsion. Ici, le Centre communautaire irakien a reçu des menaces, des personnes portant le nom de Hussein ont été harcelées par téléphone, des graffiti sont apparus sur une mosquée à Notre-Dame-de-Grâce et plusieurs Arabes ont été interrogés par le Service de renseignements canadien. Le Dr Amer Alroubaie, chercheur à l'Université McGill, fait partie de ceux-là.

«Ça m'a déçu, dit simplement cet Irakien d'origine. Ça fait 19 ans que je suis ici. Je n'ai encore jamais eu une simple contravention...» Et, ajoutez-t-il, en haussant les épaules: «On me demande ce que je pense de Saddam Hussein. Mais on devrait plutôt me demander ce que je pense de Brian Mulroney ou de Robert Bourassa. Je les connais beaucoup mieux.»

On a beau rassurer les membres

de la communauté arabo-musulmane que jamais au grand jamais le Canada les «interneraient» — comme ça s'est produit lors de la Seconde Guerre mondiale pour les ressortissants italiens et japonais — ils ne sont pas tout à fait soulagés pour autant. Cette guerre qui a depuis longtemps tracé une ligne dans le sable entre «les forces du bien et les forces du mal», et qui dépeint Saddam Hussein en Hitler, a de quoi les inquiéter. D'autant plus qu'Arabes et musulmans (que nous persistons à confondre, même si tous les Arabes ne sont pas nécessairement musulmans, et vice versa) sont déjà particulièrement sujets aux préjugés occidentaux.

Selon un spécialiste en communication à l'Université Carleton, Karim H. Karim, il existe une «victimologie des peuples». C'est-à-dire une façon de dépeindre plus ou moins négativement les gens, dépendant de la catégorie à laquelle ils appartiennent. «Les Arabes et les musulmans sont ceux qui sont le plus systématiquement mal vus dans les médias», dit-il.

Terrorisme, fanatisme et violence sont plus souvent qu'autrement les connotations rattachées à l'évocation des Arabes ou des musulmans. Comment s'en surprendre? demande Fatima Houada-Pépin. «Les pays occidentaux n'ont généralement que trois références lorsque vient le temps d'effleurer la réalité arabo-musulmane: les Croisades, l'ayatollah Khomeiny et Saddam Hussein», dit-elle.

Ce préjugé anti-islam verse parfois dans le comique. «Autour de moi, on insiste pour dire que je suis bouddhiste», explique un professeur d'économie et de sciences politiques au Collège Vanier, Sadat Kazi. Son prénom, pourtant, est on ne se peut plus musulman. «C'est que j'ai l'air trop pacifique, on ne peut pas croire que je suis musulman», dit cet homme frêle et souriant, originaire du Bangladesh.

Et puis, à ces préjugés qui s'expriment aujourd'hui de plus belle, il faut ajouter la fragilité de la communauté arabo-musulmane elle-même. Bien que passablement nombreuse, cette communauté n'est vieille que d'une génération et n'est guère représentée dans les grandes institutions, aux gouvernements ou dans les médias. «Personne ne parle pour nous», dit Fatima Houada-Pépin, en référence au ministre fédéral du multiculturalisme, Gerry Weiner, qui s'est levé pour défendre la communauté juive récemment mais qui ne s'est pas encore penché sur le sort des Arabes et des musulmans du

Canada. «Personne ne nous a encore dit: vous êtes ici chez vous», précise-t-elle.

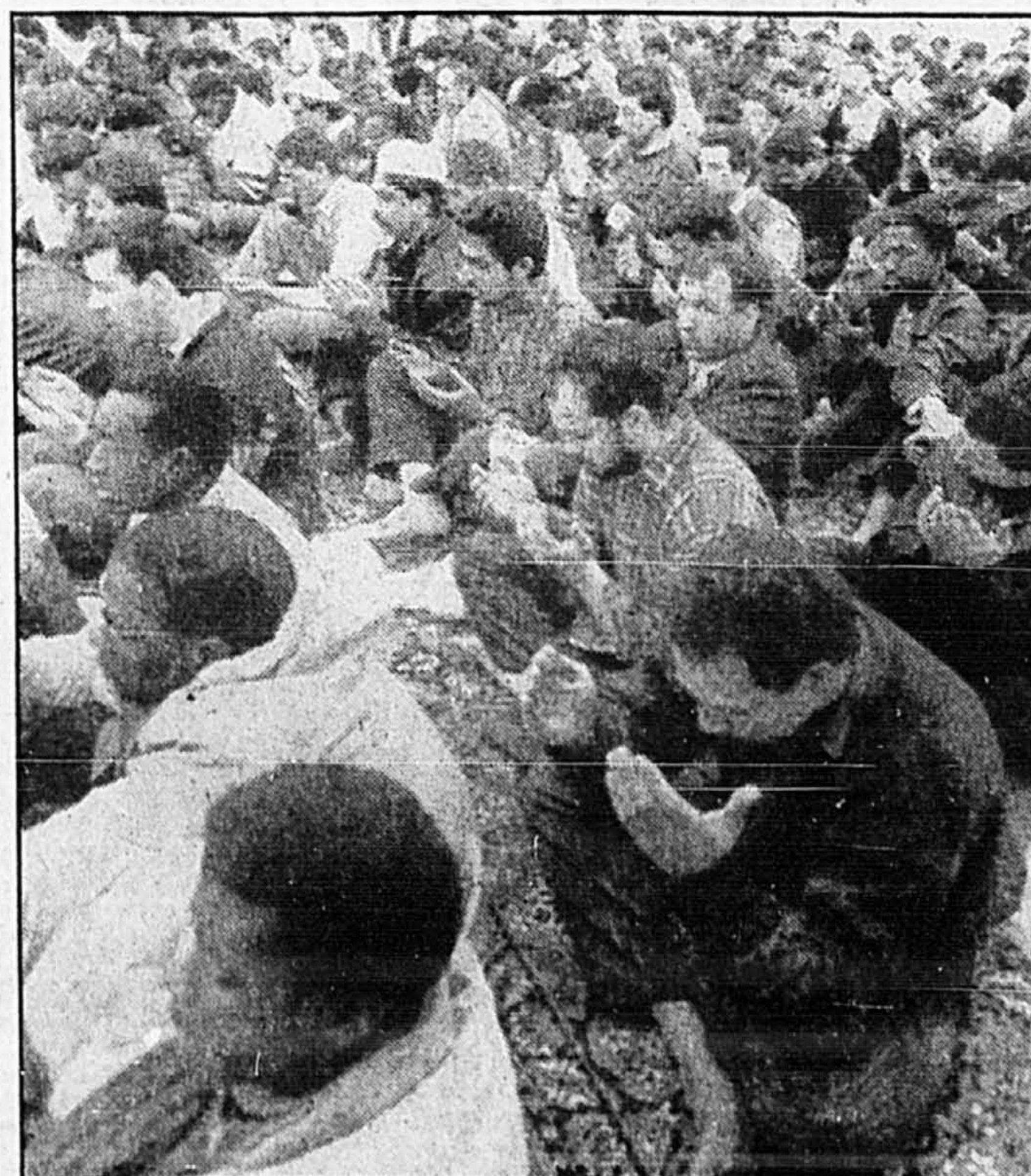
Il faut dire aussi qu'il s'agit d'une communauté extrêmement diverse et, surtout, partagée. Les journalistes présents à la conférence de presse du Conseil des communautés musulmanes du Québec, cette semaine, ont pu s'en faire une petite idée lorsqu'un membre de l'Association canadienne des Pakistais, assis dans la salle, explosa: «How dare you represent Muslims while speaking only in French. I haven't understood one word!», cria l'homme.

Quelques heures auparavant, l'Association des Pakistais avait exhorté le tout nouveau Conseil des communautés musulmanes de rayer son nom de la liste des groupes-membres. Pourquoi? Par peur de se mettre à dos le gouvernement fédéral. C'est un gros problème au sein de la communauté, selon plusieurs, cette peur de prendre position. Cette peur, surtout, «de perdre sa place en ligne», peur qui guette les immigrants arabes et musulmans possiblement plus que d'autres.

«Quand vous connaîtrez la communauté musulmane dans toute sa complexité, me dit Fatima Houada-Pépin, vous comprendrez l'énorme boulot qu'il faut pour tenter de la rassembler.»

Et la sympathie pour Saddam Hussein dans tout ça? «Quiconque vous dirait qu'il déteste Saddam Hussein pour le tuer mentirait», avoue la directrice du Centre maghrébin. Non pas que la communauté arabo-musulmane soit nécessairement d'accord avec les gestes posés par le leader irakien. Seulement, Saddam Hussein a une valeur à ses yeux qu'il n'aura jamais aux nôtres: la revanche de l'histoire. Depuis 1000 ans, après tout, que l'Orient se sent piétiné et manipulé par l'Occident. Saddam Hussein a l'énorme mérite de renverser ce pattern-là. Et de donner, au moins l'espace d'un instant, la chance aux peuples.

Quand on se sent petit soi-même, on ne peut qu'applaudir. Quand on se sent coincé entre les petits et les grands, comme le sont les Arabes et les musulmans d'ici, on se contente de le faire d'une main seulement.



La prière du midi à la mosquée Al-Humma de Montréal

JOONEED KHAN

envoyé spécial
La Presse à TÉHÉRAN

Comme les slogans défraîchis sur les murs de l'ancienne ambassade des États-Unis, avenue Taleghani, à Téhéran, les Iraniens semblent las d'une décennie d'austérité révolutionnaire, dont huit années de guerre défensive totale contre une coalition mondiale qui a soutenu, armé et financé l'Irak.

Des clairières dans le centre-ville indiquent des édifices rasés par des missiles irakiens durant la guerre — quand ce n'est pas tout un quartier des prostituées sous l'ancien régime. Mais la reconstruction avance. Un hôpital démolé par un missile et où 400 personnes furent tuées a été rebâti. Des grues se dressent dans le ciel de la capitale. Au vieux local du Parti de la République islamique, démolé par un attentat à la bombe en 1981, une plaque est vissée au seul mur intact: «Lieu du martyre, 72 victimes».

«Boulot, dodo, boulot, voilà notre vie quotidienne», dit Ali, en tentant de négocier, au volant de sa Peykan, voiture compacte 4-cylindres montée en Iran avec une technologie anglo-italienne — et maintenant française, avec Peugeot —, un passage à travers le dense trafic de Téhéran, mégapole polluée dans la grisaille d'un automne qui s'étire début décembre, des feuilles brunes encore accrochées aux érables de l'avenue Vali-e-Asr, des grappes humaines en tenue sombre massées aux arrêts d'autobus.

Téhéran aura son métro, mais pas avant plusieurs années: le premier coup de pelle a été donné il y a très peu.

Des Iraniens fatigués

«Regardez les Iraniens. Ils courent, ils courent. Ils passent des heures à attendre l'autobus. Ils sont fatigués. Ils n'ont pas le temps de souffler, de sourire, de se détendre», poursuit le chauffeur de taxi qui, avec ses collègues, m'a permis de briser l'impasse officielle et de voir un tant soit peu l'Iran réel.

«Méfiez-vous des chauffeurs de taxi, ce sont souvent des contre-révolutionnaires», avait averti un fonctionnaire des Affaires étrangères iraniennes. Bien des chauffeurs de taxi à Téhéran n'hésitent pas certes à regretter tout haut «la belle époque du chah», quand le rial (la monnaie nationale) avait de la valeur, quand «le pays se développait», quand «il faisait bon vivre».

D'autres ne cachent pas leur aversion des «akhounds» ou «mollahs», ces clercs chiites, barbus, en toge et turban, «qui ont profité de la lutte contre le chah et la domination américaine et de la popularité de Khomeiny pour s'installer au pouvoir et placer l'Iran sous une mollahcratie», selon le mot de Amir, qui s'est d'ailleurs armé de plusieurs bouteilles d'eau au matin de notre départ pour Qom, la cité des mollahs, «parce que, dit-il, tout y est crasseux».

Mais quand un journaliste invité par les Affaires étrangères se voit refuser tout concours de l'Orientation islamique (ministère de l'Information et de la Culture qui seul autorise et parraine les visites d'étrangers en Iran), qui peut-il appeler à l'aide sinon l'intéprète chauffeur de taxi pour forcer ce blocus créé par ce qui semble une querelle entre «modérés» et «radicaux»?

Un «homme d'expérience»

De là à la taxe de «contre-révolutionnaires», il y a tout de même un pas. «J'aime mon pays, je suis musulman et j'ai fait ma part contre l'Irak en oeuvrant comme ambulancier sur le front», dit Ali, ajoutant: «Je me battrais à nouveau si c'est nécessaire, mais je me fie à Hachémi (le président Hachémi Rafsandjani), qui est un homme d'expérience, et qui sait ce qu'il faut faire».

Les «modérés», ce sont précisément Rafsandjani, qui est aussi premier ministre et ministre des Finances, et son équipe, dont le laïc Ali Akbar Velayati, le ministre des Affaires étrangères, ainsi que l'ayatollah Ali Khamenei, «guide» de la Révolution islamique.

Les «radicaux», eux, s'agitent au Madjlis (Parlement), avec les clercs comme Ali Mohtachemi, Mehdi Karroubi et Ahmad Khomeiny, fils du fondateur de la République islamique.

«Il ne faut pas se méprendre», conseillait un officiel, «les soi-disant modérés et radicaux sont tous des révolutionnaires islamiques. La seule différence, c'est que les premiers croient qu'il n'est pas mauvais de s'enrichir



Des Iraniennes des quartiers populaires, à la sortie de la prière du vendredi sur le campus de l'université de Téhéran.

PHOTOS JOONEED KHAN, La Presse



Une certaine lassitude gagne l'Iran

L'austérité révolutionnaire finit toujours par se mesurer à la vraie vie

car les pauvres y trouvent aussi leur compte, alors que les seconds rejettent toute division entre riches et pauvres.»

À l'hôtel, un soir, la télévision montrait Velayati en visite officielle à Paris, souriant en compagnie de son homologue Roland Dumas, avec qui il devait tenter en vain de régler le contentieux financier bilatéral — le remboursement de l'emprunt de plusieurs milliards contracté par la France auprès du régime du chah.

«Velayati est content de se promener en Europe. Si l'imam (Khomeiny) était là, il serait resté à Téhéran», a commenté un employé de l'Orientation islamique. À propos du discours du président Rafsandjani à la Conférence islamique sur la Palestine, le même fonctionnaire déclarait: «Quand Hachémi présidait le Madjlis, il avait son franc-parler. Maintenant qu'il est chef de l'État, il patine; ce qui n'est pas le cas pour Karroubi, son successeur».

À une autre occasion, ce même fonctionnaire dira: «Hachémi n'est pas mauvais mais les Iraniens se demandent s'il a bien fait de se tourner vers la Banque mondiale et le FMI pour des emprunts.»

Ils sont pauvres et «radicaux»

Dans l'Iran d'aujourd'hui, les immenses agglomérations pauvres du sud de Téhéran, bordant la plaine chaude qui descend vers le désert salé et où s'élève l'immense mausolée inachevé de l'imam Khomeiny à deux pas du cimetière Behecht-e-Zahra des martyrs de la Révolution, vibrent au diapason des «radicaux». C'est dans ce mausolée qu'Ahmad Khomeiny, 38 ans, a installé sa base, attendant son heure.

Là vivent les «masses déshéritées», laissées-pour-compte de la modernisation sous l'ancien régime, qui sont entrées dans l'histoire avec Khomeiny et qui font corps avec les «akhounds». On les voit, les hommes en khaki, les femmes en noir, s'affairant dans les rues bordées d'ateliers et de magasins de surplus de l'armée, ou déambulant, silencieux, dans le complexe de palais à Niavaran, à Téhéran nord, transformé en Musée du peuple et où est conservée la splendeur des Pahlevi, la dynastie impériale renversée par la Révolution islamique de 1979, avec des tapis inestimables, des toiles de maîtres, le bureau du chah et même la chambre à coucher et le boudoir de l'ex-impératrice Farah. À la prière du

vendredi, ils et elles forment des phalanges serrées dans l'assistance massée sur le campus de l'Université de Téhéran.

C'est en leur nom que les mollahs gèrent le Bonyad-e-Mostazafan (Fondation des déshérités, autrefois Fondation Pahlevi), immense conglomérat de 900 entreprises, usines et hôtels, qualifié de «véritable gouvernement parallèle» par un journaliste. C'est en leur faveur aussi que le régime rationne vivres, essence et autres biens de première nécessité, la détention de coupons de rationnement assurant par exemple qu'un kilo de sucre ne coûte que 30 rials (contre 1000 rials au marché libre!).

La priorité de l'Iran post-Khomeiny, dans le cadre de ce qui est devenu le Jihad (Guerre sainte) de la Reconstruction, c'est de subvenir aux besoins de ces déshérités, comme le veut le budget de 123 milliards \$ que Rafsandjani présentait au Madjlis le mois dernier, ériger des usines, des hôpitaux, des logements, et des écoles pour que les enfants n'aient plus à se suivre en deux ou trois groupes chaque jour dans les mêmes classes, investir dans l'éducation et créer des emplois pour une population de 56 millions qui croît au rythme record de 3,6 p. cent par an.

Mais la bourgeoisie de Téhéran nord, toujours agrippée aux versants des collines au pied des Monts Alborz, s'impatiente.

Amir a payé sa Peykan 8000 \$ il y a cinq ans — maintenant elle vaut le double. En plus de chauffer le taxi, il gère le magasin de textiles légué par son père. Sa femme est enseignante. Ces trois jobs leur rapportent à peine les 700 \$ nécessaires par mois pour survivre à Téhéran avec leurs deux enfants — heureusement qu'il a hérité de la maison familiale, sinon le loyer seul lui coûterait entre 400 et 500 \$ par mois.

«Le pire, c'est la dévaluation du rial, dit-il. Sous le chah, 70 rials vous achetaient 1 \$ US. Ce qui reste d'ailleurs le taux officiel, auquel sont astreints fonctionnaires et autres employés de l'État. Mais sur le marché libre pratiqué autour du bazaar et sur l'avenue Ferdousi, le dollar coûte aujourd'hui 1400 rials. Si vous avez des dollars, vous êtes le nouveau chah. Sinon, vous n'avez pas fini de tirer le diable par la queue.»

Le reporter explose. «Les mollahs contrôlent tout. La politique, les mé-

dias. C'est comme en Union soviétique. Ce n'est pas bon. Il nous faut moderniser l'Iran. Il faut que les gens s'expriment. Mais si vous n'êtes pas d'accord ici, c'est paf-paf», dit-il, imitant un tireur. «De toute façon, les Téhéranais, qui sont 15 millions, n'ont ni le temps ni l'énergie de protester. Tout est si cher et la vie si dure». Il songe à émigrer mais la montée du dollar l'en empêche. «Ma maison vaut 20 millions de rials. Au taux actuel, je n'aurais que 14 300 \$ US. C'est dérisoire», dit-il.

Petites ententes

«Selon une entente tacite durant la guerre, nous ne bombardons pas Nadjaf et Karbala, et les Irakiens épargnaient Qom», dira un vendeur de cassettes clandestines dans la capitale. «Eh bien, la plupart des akhounds s'étaient réfugiés à Qom! À Téhéran, les gens travaillaient comme d'habitude pendant la journée et seuls ceux qui avaient de la parenté en banlieue ou en province fuyaient la capitale pour la nuit.»

L'ancien premier ministre laïc Mehdi Bazargan, symbole d'un Iran islamolibéral, demeure en résidence surveillée, et les opposants des Moudjahidine-ekhalq sont en défaveur, ayant «trahi» l'Iran en faisant cause commune avec l'Irak durant la guerre, mais Rafsandjani a entrepris sa propre libéralisation, sous l'œil vigilant des agents du ministère de l'Orientation islamique.

La chanson est désormais permise, mais aux hommes seuls, et les textes doivent être approuvés au préalable. Fort controversé, car certains l'appellent «prostitution légale», le mariage temporaire (mut'a) est à l'ordre du jour — il s'applique aux hommes qui sont loin de leur foyer et qui peuvent contracter, en présence d'un mollah, une union d'un ou plusieurs jours. À Chalus, station balnéaire sur la mer Caspienne, aux oranges chargées de fruits mûrs alors qu'il neige à Téhéran nord, des panneaux rappellent la ségrégation sexuelle à la plage et enjoignent aux baigneuses de ne pas se dévêtir.

Les zèles volontaires des Comités révolutionnaires, fouillant les véhicules et vérifiant les identités à l'entrée et la sortie des villes à la recherche d'armes, de drogues et d'alcool, seront toutefois intégrés prochainement aux forces de police régulières.

Les magnétoscopes entrent en con-

trebande. Des cassettes interdites, audio et vidéo, circulent sous le tchador, le voile islamique, tant autour du vaste campus de l'Université de Téhéran qu'à Qom même. Restriction douloureuse car la superbe musique iranienne du *Dastgah* et du *Segah* s'entend très peu, les lobbies d'hôtels, les ascenseurs et les restaurants étant envahis par du vulgaire *muzak* — j'ai même entendu dans un restaurant de Téhéran, sur *muzak*, la *Hatikva*, l'hymne national d'Israël, pays que, honnêtement la République islamique!

Dans les hôtels, l'excellent caviar de la Caspienne s'arrose de «bière islamique» non alcoolisée, mais il est possible, moyennant liquidités et précautions multiples, de goûter au délicieux *arak*, alcool de raisin parfumé à l'anis, dont les Iraniens détiennent le secret depuis des millénaires. Le secret qui leur fait défaut et qu'ils recherchent, c'est celui du développement, de l'industrialisation, de la technologie.

Dans un pays de rude hiver qui se chauffe encore aux fours de pétrole rudimentaires et qui chausse ses véhicules de pneus cloutés, la thermopompe et le pneu quatre-saisons étonnent. «Tout ce que vous voyez, affirme Amir, la route de montagne ponctuée de tunnels vers la Caspienne au nord, les autobahn, dont celui de Qom au sud, les gratte-ciel, les cités-dortoirs et les complexes industriels en banlieue de Téhéran, tout a été construit sous le chah. Les mollahs, eux, ont construit le mausolée de Khomeiny».

Avant d'atténuer lui-même ces propos. «Il faut dire, admet-il, que la République islamique s'est fait imposer une guerre injuste et inégale de huit ans qui a épuisé nos ressources et nuï à notre développement. Nous avons malgré tout électrifié des villages, étendu le réseau d'eau potable, promu l'alphabétisation. Mais ce n'est qu'un début. Notre problème maintenant est de savoir si, face aux multiples défis qui nous assaillent, les mollahs, qui sont forts dans l'exégèse coranique, peuvent mener au 21^e siècle un pays sous-développé de 60 millions d'habitants comme l'Iran».

«Mais qu'Allah nous préserve d'une autre guerre», conclut-il, résumant le souhait de ses compatriotes face à la crise qui mûrissait en décembre — et qui est devenue depuis la deuxième Guerre du Golfe en 12 ans.

Des ouléma (théologues de l'islam) communiquent leur science à de jeunes adeptes assis sur le pavé de la cour intérieure du mausolée de Qom.



Une entrevue avec Emmanuel Sivan, de l'université de Jérusalem

Le système Patriot

Le système de missile mobile Patriot est conçu pour défendre les forces terrestres contre les attaques aériennes.

Le radar identifie et suit les missiles ennemis

Le Scud

Le Patriot lancé, son système est verrouillé sur la cible

Le radar guide le Patriot sur le Scud en route

Le Scud-B irakien

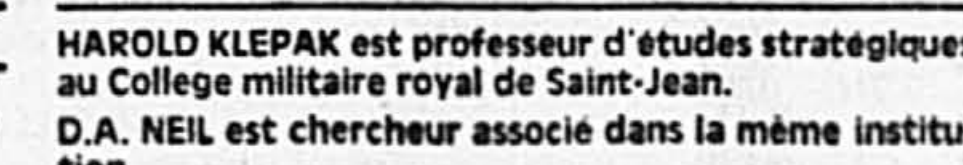
Le Patriot américain
Longueur: 460 cm
Diamètre: 33,6 cm
Portée: plus de 80 km

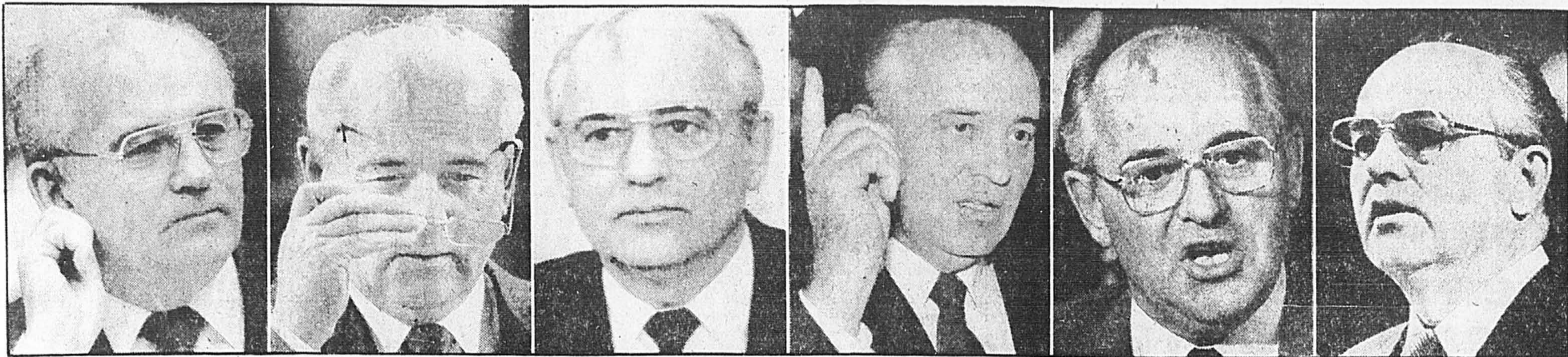
Lance-missiles Patriot
Peut lancer 4 missiles



Comment fonctionne le système

- 1 Le radar lancé, son système est verrouillé sur la cible
- 2 Le radar guide le Patriot sur le Scud en route





GORBATCHEV

démocrate ou dictateur?

Le politicologue Luc Duhamel dit que Gorbatchev est avant tout un politicien qui cherche à consolider son pouvoir

LUC DUHAMEL
collaboration spéciale

Les récents événements dans les républiques baltes ont fait baisser considérablement la cote de popularité de Gorbatchev en Occident. La brutalité avec laquelle a été rétabli l'ordre soviétique à Vilnius et Riga nous amène à nous poser de sérieuses questions sur lui. N'a-t-on pas cru naïvement en sa volonté de démocratiser son pays? N'a-t-on pas trop rapidement oublié son passé de dirigeant communiste?

Un démocrate malheureux

Gorbatchev a voulu démocratiser sa société pour des considérations économiques. Depuis 1987, des pas significatifs ont été franchis dans cette direction. Mais cette politique n'a pas apporté les résultats escomptés; plutôt que de s'améliorer, la conjoncture économique s'est détériorée. Pire, les réformes politiques se retournent contre lui. Il pensait recevoir au moins le crédit pour toute cette libéralisation qui a pris le nom de perestroïka. Même pas. Son profil dans l'opinion publique n'a cessé de chuter. Il espérait s'attacher le soutien de la matière grise en accordant les libertés individuelles à ses concitoyens, dont celle de se déplacer à l'étranger. Aujourd'hui se produit un exode des cerveaux, comme jamais auparavant, à une période où le pays en aurait tellement besoin.

Il laisse s'exprimer les 101 nations au sein de la fédération. Le résultat en est que si chez nous, M. Mulroney est aux prises avec le problème québécois, Gorbatchev, lui, se retrouve confronté avec des dizaines de problèmes du même genre. Un malheur ne vient jamais seul. En 1990, un événement l'a affecté par-dessus tout. Les dirigeants des républiques baltes, ukrainiennes et biélorusses, qui au début de son règne étaient ses plus chaleureux partisans, sont devenus de farouches sécessionnistes ou nationalistes.

Le maître du Kremlin croyait encore en sa force en Russie. Or, comme le résultat des élections de mars de l'année dernière l'a démontré, c'est Boris Eltsine, son adversaire juré, qui lui a ravi la place qu'il aurait aimé avoir dans le cœur des Russes.

Le capital affectif et l'autre capital

Pendant longtemps, Gorbatchev a cru que sa grande popularité à l'Ouest aurait des retombées bénéfiques chez lui. Il espérait, en outre, que sa perestroïka et sa glasnost lui attireraient non seulement un capital de sympathie en URSS, mais aussi des capitaux en espèces sonnants et trebuchants pour redynamiser son économie.

L'opinion occidentale a suivi une évolution qui n'est pas à l'avantage de Gorbatchev. Au début, nous croyions à sa bonne étoile. Juste avant les événements dans les républiques baltes, on en était arrivé à l'admirer comme quelqu'un qui avait le mérite d'avoir essayé, en vain, d'améliorer le sort de ses compatriotes. Notre presse s'est apitoyée sur son sort, sur les épreuves qui se sont abattues sur son pays.

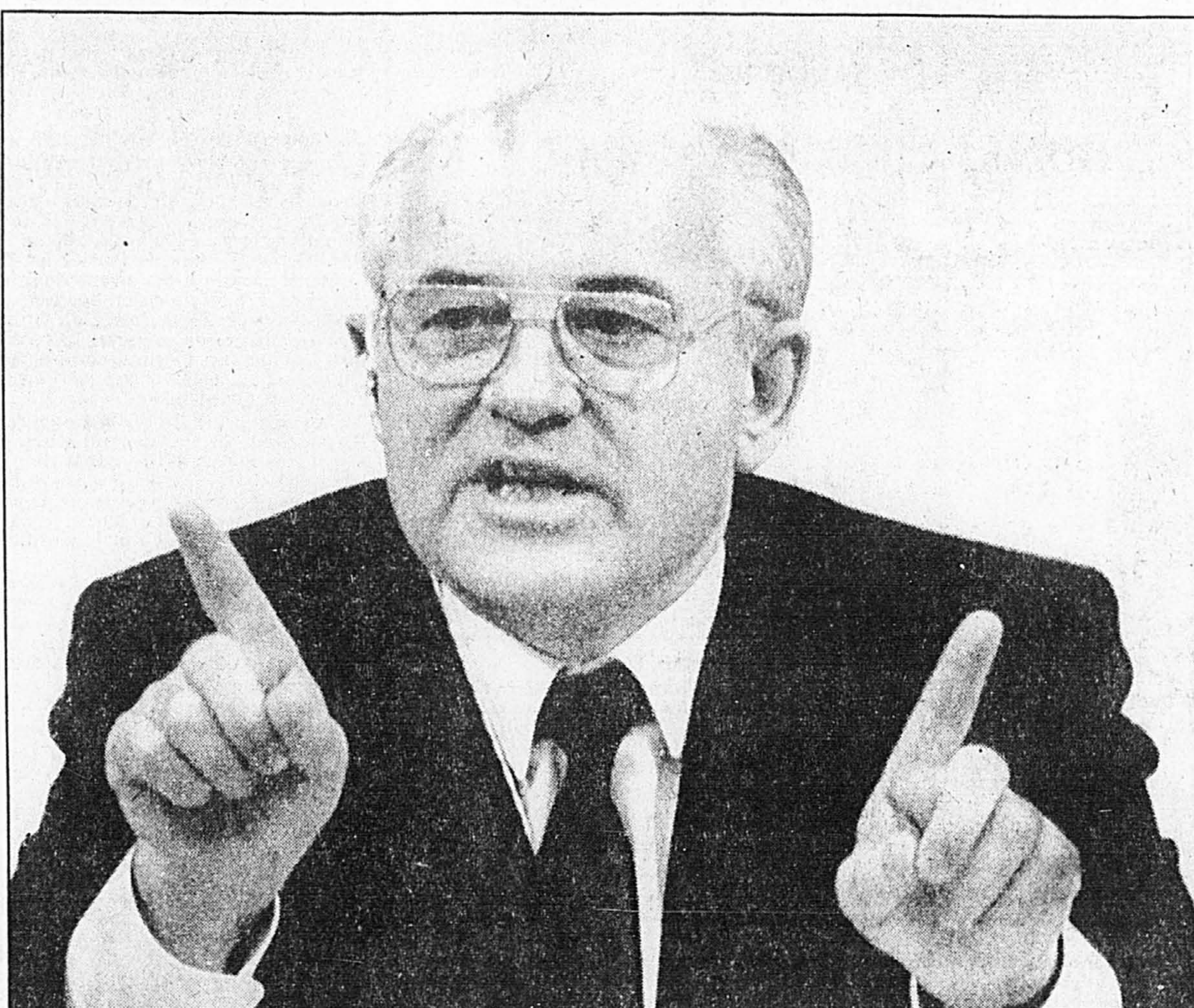
Mais le message qui lui est adressé est clair: l'URSS n'a pas la stabilité requise maintenant pour recevoir des investissements majeurs. Tout au plus, consentons-nous à lui apporter une aide alimentaire, pour soulager dans l'immédiat un frère dans le malheur. La conclusion que doit en tirer Gorbatchev en est que, privé d'apport majeur de l'extérieur, le Soviétique ne saurait connaître une amélioration de son sort dans un proche avenir.

À la fin de l'année 1990, sa cote de popularité dans l'électorat est à son plus bas. Pire, vu la conjoncture, une remontée dans l'opinion semble relever d'une mission impossible.

Gorbatchev a maintenant l'impression d'être allé trop loin dans la voie de la libéralisation. Ses adversaires tant conservateurs que libéraux en sont rendus à défier son autorité. Leur intransigence monte à mesure que sa position s'affaiblit.

En novembre dernier, devant un auditoire composé de hauts gradés de l'armée, le dirigeant du Kremlin prononce un discours accueilli par des sarcasmes et des huées. On lui impute l'état de quasi-anarchie qui a gagné le pays.

Des unités militaires prennent d'assaut les locaux de la radio-télévision et du ministère de l'Intérieur à Vilnius et à Riga. Gorbatchev, ce qui en dit long sur son autorité réelle, n'est pas mis au courant de ces mesures, il est mis plutôt devant le fait accompli. Landsbergis, prési-



dent de la Lituanie, une variante balte de Pierre Bourgault, est partisan d'un indépendantisme pur et dur. Son refus de tenir un référendum sur la souveraineté et son appel à désobéir aux lois soviétiques irritent même les chancelleries occidentales.

Un marxiste pas comme les autres

Gorbatchev a essayé diverses stratégies pour se tailler un appui populaire. Une d'entre elles a consisté à «social-démocratiser» le Parti communiste. Il a évincé depuis cinq ans des postes de direction les ennemis de la démocratisation comme Gromyko ou Ligatchev, mais cela n'a pas suffi pour lui rallier la masse de l'intelligentsia libérale. Ceux qui croyaient, dans les rangs du Parti communiste, à sa rénovation, ont finalement claqué la porte. Gorbatchev n'a jamais voulu céder à leur exigence principale: la répudiation du communisme.

Par social-démocratisation, Gorbatchev entend la démocratisation du communisme. À cette fin, peu après être parvenu au pouvoir, il a lancé la glasnost. Il voulait se débarrasser des opposants à sa politique, qui dominaient alors dans le parti. Mais la critique a pris une ampleur imprévue. Elle a débouché sur une char-

ge impitoyable contre le Parti communiste, le discréditant dans la société. Les progressistes, en grand nombre, se sont tournés vers une formation, récemment créée, la *Russie démocratique*. Cette dernière s'impose comme le principal concurrent, en Russie, du parti de Gorbatchev.

Pour Gorbatchev le marxiste, la démocratie ne saurait être instaurée en URSS comme chez nous. Il est prêt à tolérer une opposition, mais à la condition que le Parti communiste conserve son rôle dirigeant. Le nouveau système électoral adopté en URSS prévoit dans la plupart des circonscriptions une véritable lutte entre des candidats aux credos politiques différents. Une minorité de circonscriptions est réservée à des leaders communistes qui n'ont pas à affronter d'adversaires pour se faire élire députés. Le multipartisme est reconnu mais l'opposition est privée du droit de posséder des locaux et des moyens de publication.

Des divergences

Gorbatchev se sépare maintenant de ses lieutenants les plus radicaux comme Iakovlev qui ne sont pas assez marxistes à son goût. Ceux-ci estiment que la démocratisation doit atteindre un niveau comparable à celui de l'Occident même

si cela risque d'entraîner la perte du pouvoir pour le Parti communiste.

Gorbatchev ne veut pas de notre régime parlementaire. Mais il ne mérite tout de même pas d'être catalogué dans la même catégorie que ces despotes qui l'ont précédé au Kremlin. Il tient à tout prix à sauvegarder le régime communiste. Il s'est engagé en même temps à s'en remettre au verdict populaire lors des prochaines élections présidentielles. Il démissionnera s'il n'obtient pas alors une majorité de suffrages. D'ici là, il n'est pas prêt à abdiquer. Il se considère le dirigeant de l'État à qui on doit se soumettre. Il a besoin de s'assurer le concours de forces qui veillent à ce que son autorité soit respectée.

Politicien avant tout

Provoquer la démission de Chevardnadze, un autre de ses partisans jugés trop libéraux, fait partie du prix à payer par Gorbatchev pour se réconcilier avec les militaires. Impopulaire dans le peuple, le leader soviétique tente de le devenir parmi l'establishment. Les dirigeants du Parti communiste dans les républiques musulmanes ont le «mérite» d'avoir la situation bien en main dans leurs régions. Ils ont gagné aux élections (de 1990) non sans avoir dû pour cela tricher quelque peu. Leurs voix conservatrices se font davantage entendre au Kremlin maintenant que leurs homologues dans les parties occidentales du pays éprouvent de sérieuses difficultés et parfois même sont chassés du pouvoir.

La bureaucratie en général veut la fin des chambardements dans le royaume. Que l'ordre et la domination du centre soient rétablis au plus vite! Le KGB, l'allié le plus fidèle de Gorbatchev depuis le début, en est arrivé aussi à lui reprocher de manquer de fermeté. Le dirigeant du Kremlin annonce la nouvelle couleur de sa politique en endossant la répression dans les républiques baltes. Dans ses discours maintenant, il souligne la nécessité de faire respecter les lois soviétiques dans les républiques fédérées. Le recours à la force que cela demande inévitablement se trouve à accroître l'influence des militaires et des policiers dans la société.

Cette politique de Gorbatchev plait aux russophones et aux minorités ethniques, qui forment de 20 à 49 p. cent de la population dans la majorité des républiques fédérées. Le dissident Sakharov considérerait certaines de ces républiques comme des mini-empires soviétiques. L'opresseur séculaire, pour ces minorités, est le gouvernement républicain, non le fédéral. À la faveur du vent souverainiste qui atteint l'URSS, les nations minoritaires des républiques veulent à leur tour la sécession, fonder leur État à

ceux, ce à quoi s'oppose la majorité dans ces seconds centres de l'empire.

Une arme terrible

Ces tensions inter-ethniques fournissent à Gorbatchev une arme terrible. Si une république fédérée refuse d'adhérer à son projet d'Union, celui-ci menace de reconnaître les gouvernements qui se forment actuellement parmi ces minorités et qui veulent d'un régime fédéral ayant comme centre Moscou. Si cette menace est mise à exécution, la Géorgie, par exemple, perdrait le tiers de ses habitants et de vastes territoires.

Cette stratégie de Gorbatchev reste une des seules avenues pour trouver une solution politique aux après luttres ethniques. Elle donne aussi au pouvoir central et à l'armée l'occasion de redorer leur blason dans l'opinion publique en jouant le rôle de défenseur des droits des minorités.

Les motifs de l'opposition de Gorbatchev à l'indépendance des républiques de la Baltique tiennent surtout aux luttes pour le pouvoir qui l'opposent à Eltsine, son rival le plus dangereux. Contre ce dernier qui a les faveurs populaires, il s'appuie sur ces organisations influentes que sont l'armée et le KGB. Il combat moins l'indépendantisme des dirigeants baltes que leur appui et leurs liens privilégiés avec Eltsine. De la son acharnement contre eux. Contre son ennemi juré, Gorbatchev a mobilisé même la province. Le Parti communiste, qui détient le contrôle de la situation dans les régions agricoles prospères de la Russie, ravitaille au compte-gouttes Moscou et Leningrad afin d'y provoquer une crise alimentaire.

D'un côté, le leader du Kremlin cherche à discréditer, devant l'opinion publique, les forces favorables à Eltsine, qui sont maintenant au pouvoir dans les deux villes. De l'autre côté, il entend montrer qu'on est mieux ravitaillé en produits alimentaires là où ses partisans dirigent.

Le nationalisme russe apparaît comme la nouvelle et dernière arme de Gorbatchev. Sauvegarder l'Union soviétique et non la démembrer revient à conserver au pays son statut de grande puissance ainsi que le rôle hégémonique des Russes. Ces derniers se voient confier la mission d'arbitrer dans l'équité les conflits ethniques qui se multiplient chez les minorités. Il se porte à la défense des russophones dans les républiques baltes, défavorisés socialement par rapport aux autochtones, et qui accomplissent les travaux rebutants à l'instar des travailleurs immigrés en France. La presse dénonce l'essor inquiétant de la pornographie et de la mafia à Moscou et Leningrad, présentes comme des conséquences de l'occidentalisation et de la libéralisation à outrance.

Gorbatchev a l'intention de freiner — et non de supprimer — la liberté d'expression. La presse écrite ne perd pas de sa glasnost, mais la presse parlée — en particulier la télévision — sert des maintenant à exposer le point de vue officiel et celui de l'opposition, en donnant raison au premier.

Gorbatchev oeuvre à maintenir l'intégrité territoriale de son pays. Cependant, advenant qu'à l'occasion d'un référendum dans une république fédérée une forte majorité se prononce en faveur de la sortie de l'Union soviétique, il devrait accepter ce choix démocratique. Une telle évolution est à prévoir en Lituanie et en Arménie. En Estonie et en Lettonie, où les russophones représentent une part importante de la population, les choses s'annoncent plus difficiles. Au bout du compte, sous la pression des Occidentaux, un compromis devrait être possible à atteindre de part et d'autre dans ces deux républiques baltes.

Démocrate ou dictateur?

Gorbatchev, un démocrate ou un dictateur? D'abord, un politicien préoccupé à consolider son pouvoir. Surtout maintenant qu'il est vivement contesté. Il doit trainer comme un boulet au pied cinq ans de perestroïka infructueuse. Il est leader d'un parti communiste déconsidéré pour avoir, après plusieurs décennies de pouvoir, été incapable de nourrir, loger et vêtir décentement les gens.

Son projet est-il trop ambitieux? Le secrétaire général n'a pas réussi à transformer son pays, où le pouvoir repose sur la contrainte depuis des siècles, en une société dans laquelle l'autorité serait basée sur le consensus. Ce processus ne saurait s'accomplir rapidement en Union soviétique. Il nécessiterait beaucoup de temps, au moins une dizaine d'années, et d'autres leaders que Gorbatchev.

L'auteur est directeur des Etudes russes et soviétiques à l'Université de Montréal.



What does Québec want ?



Jean Allaire, qui a donné son nom au rapport constitutionnel publié cette semaine et qui sera soumis aux militants libéraux réunis en congrès dans quelques semaines.

PHOTOTHEQUE La Presse

Une réponse venue des officines du Parti libéral du Québec cette semaine est tombée sur la table comme un coup de masse



PAUL ROY

Les Pères de la Confédération ont dû se retourner dans leur tombe, mardi, quand le Parti libéral du Québec a rendu public le rapport de son comité constitutionnel présidé par M^e Jean Allaire, intitulé *Un Québec libre de ses choix*.

Le gouvernement fédéral, qu'ils avaient voulu fort et centralisateur, se trouvait soudain amputé du gros de ses pouvoirs. Ses compétences exclusives se comptaient désormais sur les doigts d'une seule main : défense, douanes, monnaie et dette, péréquation.

Robert Bourassa, le premier ministre du Québec, était le premier à admettre que ce qui était proposé — et qu'il endossait au demeurant —, c'était un Canada «radicalement nouveau».

Un Canada dont le gouvernement central aurait «les pouvoirs d'une confédération et la mécanique (institutions, etc.) d'une fédération», au dire du constitutionnaliste Yves Demontigny, professeur à l'Université d'Ottawa.

Le document du PLQ établit trois listes de compétences :

1. domaines de compétence exclusive du Québec;
2. domaines de compétence partagée et
3. domaines de compétence exclusive du Canada.

Cette dernière liste — nous l'avons énumérée plus haut — est de loin la plus courte. Les domaines qu'elle

recouvre sont déjà de compétence exclusive du gouvernement central. Donc, aucun changement par rapport à la constitution actuelle.

Il en va autrement des deux autres listes. Des domaines qui étaient de compétence partagée deviennent de compétence exclusive du Québec; d'autres qui étaient de compétence exclusive du Canada deviennent de compétence partagée et même, parfois, de compétence exclusive du Québec.

Par ailleurs, certains domaines qui sont présentement de compétence exclusive du Québec, ne le sont qu'en théorie: le gouvernement central, par son pouvoir de dépenser, y intervient directement.

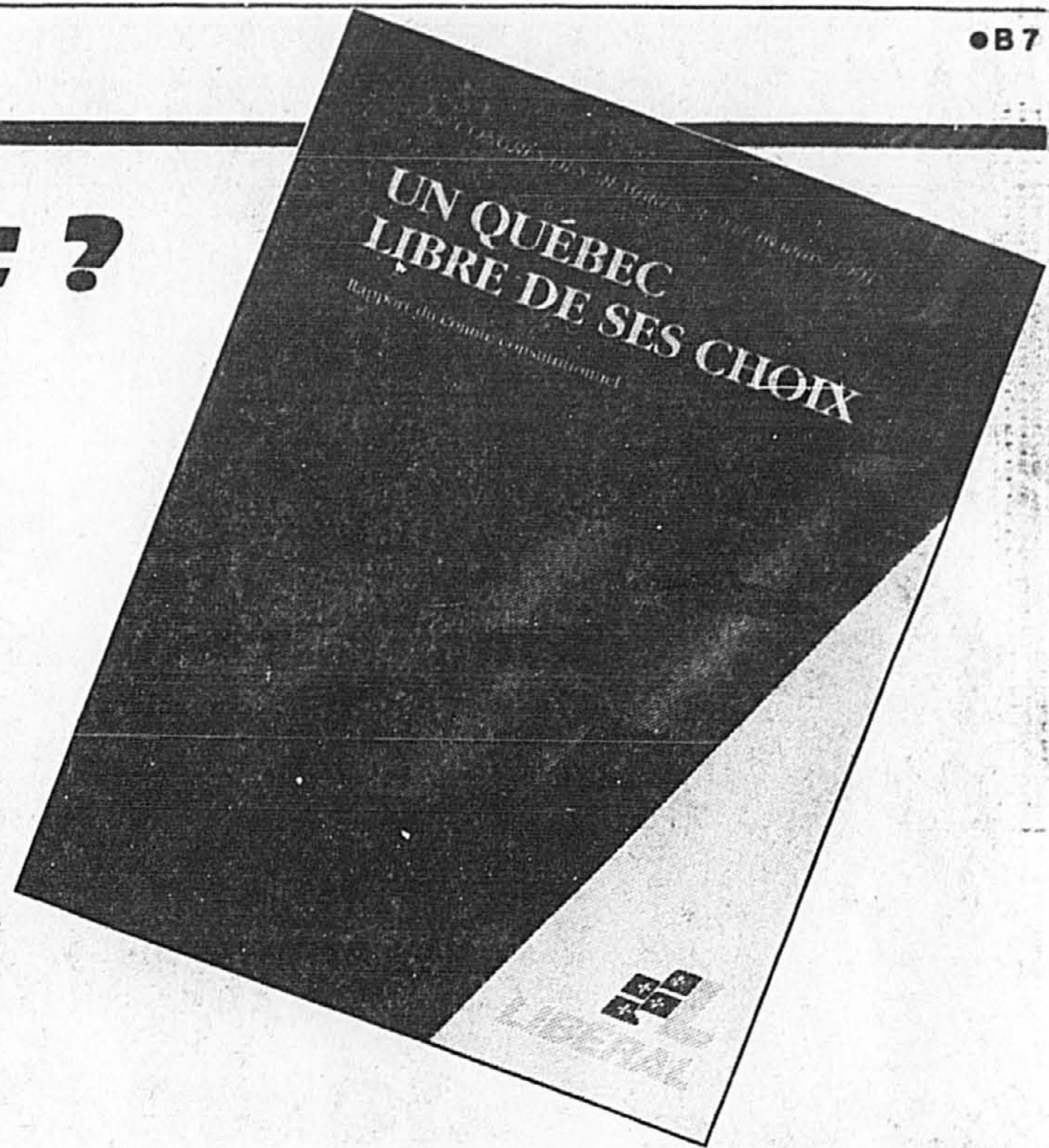
Dans son rapport, le Comité Allaire propose l'abolition de ce pouvoir de dépenser d'Ottawa dans les domaines qui ne sont pas de sa compétence. Ainsi, des domaines qui sont présentement de compétence

exclusive du Québec le deviendraient véritablement.

«L'argent est le nerf de la guerre», rappelle le professeur Demontigny. «En finançant certains programmes, Ottawa s'y immisce, fixe ses règles et bouleverse les priorités provinciales.»

Cette demande du Comité Allaire est loin d'être négligeable puisqu'Ottawa dépense présentement la moitié de son budget dans les champs de compétence des provinces! Cela lui confère un pouvoir d'intervention qu'autrement il n'aurait pas. Et cela occasionne des chevauchements et des dedoublements qui nuisent à une gestion cohérente, entend-on depuis plusieurs années au Québec.

En compagnie d'experts, nous avons examiné les deux listes où l'on observe des changements de compétence. Nous vous livrons les fruits de cet exercice.



Domaines où le Québec réclamerait la compétence exclusive

AFFAIRES SOCIALES

Voilà un domaine, présentement de compétence exclusive du Québec, où le gouvernement central s'immisce grâce à son pouvoir de dépenser. En particulier dans le domaine des garderies.

AFFAIRES URBAINES

Ce domaine est également de compétence exclusive du Québec. Mais Ottawa y intervient par le biais de programmes de rénovation urbaine et par des subventions aux arénas, usines d'épuration d'eau, etc.

AGRICULTURE

Ce domaine est de compétence partagée. Mais le gouvernement fédéral y a prépondérance en vertu de l'article 95 de la constitution. Autrement dit, si une loi provinciale et une loi fédérale entrent en collision, c'est la première qui prend le fossé.

ASSURANCE-CHÔMAGE

Ce domaine est présentement de compétence fédérale exclusive. Le changement proposé est donc majeur.

COMMUNICATIONS

Ce domaine en est un de compétence partagée. Ainsi, la téléphonie et tout ce qui voyage par les ondes est de compétence fédérale. Il en va de même de la cablodistribution. Le Québec hérite de certaines compétences en vertu d'autorisations fédérales, notamment en matière de télévision éducative et de publicité. Également, les compagnies locales de téléphone, comme Québec Téléphone, sont de juridiction provinciale.

CULTURE

Voilà un domaine très vaste pour lequel la constitution ne contient pas de dispositions particulières. Chaque ordre de gouvernement

investit à sa guise dans les secteurs de son choix : musique, théâtre, musées, etc.

DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Ce domaine en est un de compétence partagée, chaque pallier y allant de ses subventions. Ottawa investit notamment depuis plusieurs années dans les alumineries. Sauf que le fédéral ayant désormais moins d'argent, ses subventions prennent le plus souvent la forme de saupoudrage, éliminant du même coup toute forme de politique structurée.

ÉDUCATION

Domaine de compétence provinciale. La constitution canadienne offre cependant des garanties aux citoyens en matière de confessionnalité et de langue d'enseignement. De plus, le gouvernement fédéral finance présentement 50 p. cent des coûts de l'enseignement supérieur.

ÉNERGIE

Domaine de compétence partagée. Québec a juridiction sur l'énergie consommée dans la province et Ottawa sur son commerce interprovincial ou international. Tout le volet de l'exploration, du développement et de l'exploitation d'énergie est sous juridiction provinciale. Par ailleurs, tout ce qui a trait à l'énergie nucléaire est sous juridiction fédérale.

ENVIRONNEMENT

Ce domaine n'était évidemment pas couvert par la constitution de 1867. Il a fait l'objet de contestations devant la Cour suprême, qui a semblé pencher du côté du gouvernement central, selon le professeur Demontigny. Mais les conflits persistent. Comment se terminera notamment celui qui oppose les deux ministres de l'Environnement dans le dossier du projet Baie James II du gouvernement Bourassa?

HABITATION

Domaine de juridiction provinciale sous réserve

du pouvoir de dépenser d'Ottawa, notamment via sa Société canadienne d'hypothèque et de logement (SCHL) et certains programmes d'aide aux municipalités.

INDUSTRIE ET COMMERCE

Globalement, l'industrie est un domaine de juridiction provinciale. Quant au commerce, il est de ressort provincial s'il s'exerce à l'intérieur de la province, et fédéral s'il s'exerce à l'extérieur.

LANGUE

Il n'existe pas de compétences comme telles. Tout dépend du champ dans lequel on légifère. Ainsi, la loi 101 ne s'applique pas au transport aérien ou aux banques, secteurs qui sont de juridiction fédérale.

LOISIRS ET SPORTS

Domaine de juridiction plutôt provinciale parce que de nature locale. Mais le gouvernement fédéral y est présent par son pouvoir de dépenser ainsi que lorsque le sport atteint la dimension internationale.

MAIN D'OEUVRE ET FORMATION

Autre domaine de juridiction provinciale sous réserve du pouvoir de dépenser d'Ottawa. Les interventions fédérales sont à l'origine de l'inefficacité de l'action gouvernementale dans ce secteur, de l'avis de nombreux groupes qui ont témoigné devant la commission Bélanger-Campeau.

POLITIQUE FAMILIALE

Domaine de compétence provinciale. C'est toutefois une loi fédérale qui régit le mariage et le divorce.

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Domaine généralement de compétence

provinciale, ce qui n'empêche pas le fédéral de s'y immiscer par le biais de subventions (création de centres de recherche, etc.)

RESSOURCES NATURELLES

Les provinces en sont propriétaires et régulatrices. Deux exceptions toutefois : l'énergie nucléaire et les droits miniers sous-marins, qui sont de compétence fédérale.

SANTÉ

Domaine provincial dans lequel le gouvernement fédéral intervient via son pouvoir de dépenser, ce qui lui permet de fixer des règles. C'est Ottawa, notamment, qui proscriit la surfacturation par les médecins. C'est également Ottawa qui menace d'ébranler la réforme de la santé du ministre québécois Marc-Yvan Côté en empêchant celui-ci d'imposer son «ticket orienteur» de 5\$ aux citoyens qui ne s'adressent pas au bon service. Le gouvernement fédéral s'appauvrit, Québec, qui y puisait jadis 50 p. cent de son budget de la santé, n'en obtient plus que 35 p. cent. «Mais Ottawa conserve le même contrôle, précise un expert à l'emploi du PLQ. C'est très contraignant.»

SÉCURITÉ PUBLIQUE

Les deux palliers y ont des intérêts. La province assure la sécurité générale du territoire. La GRC fédérale est cependant responsable de la sécurité des lieux de juridiction fédérale, comme les aéroports, le Parc (fédéral) de la Gatineau, etc.

SÉCURITÉ DU REVENU

Domaine de juridiction plutôt provinciale mais où Ottawa intervient une fois de plus grâce à son pouvoir de dépenser. Exemple : les allocations familiales.

TOURISME

Domaine de compétence partagée, Ottawa s'y manifeste surtout pour ce qui touche la dimension internationale du tourisme.

Domaines où le Québec réclamerait la compétence partagée

AFFAIRES AUTOCHTONES

Domaine de compétence fédérale exclusive. Les lois provinciales d'application générale (code de la route, etc.) sont cependant applicables aux autochtones.

FISCALITÉ ET REVENU

Pouvoir de taxation partagé, Québec percevant des taxes directes (impôt sur le revenu, taxe de vente) et Ottawa des taxes directes et indirectes (droits de douane, taxe d'accise).

IMMIGRATION

Domaine de compétence fédérale. Québec a

cependant un mot important à dire dans la sélection et la formation des immigrants, en vertu d'ententes administratives.

INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Les banques sont de juridiction fédérale tandis que les caisses populaires, les compagnies d'assurance, les fiducies, la vente de valeurs mobilières et le courtage immobilier sont de compétence provinciale.

JUSTICE

Son administration comme telle est provinciale. Il en va de même de la nomination des juges et de la mise sur pied de tribunaux. Les juges de la Cour d'appel et de la Cour supérieure

sont toutefois nommés par Ottawa. La procédure et la preuve en matière civile sont également de compétence provinciale, mais de compétence fédérale en matière criminelle.

PÊCHERIES

Domaine de compétence exclusivement fédérale. En vertu d'ententes administratives, certaines provinces, notamment le Québec, gèrent elles-mêmes leurs pêcheries, selon les lois et règlements adoptés à Ottawa.

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Autre domaine présentement de compétence fédérale. Depuis 1964 (entente cadre avec la

France), le Québec a cependant négocié quelque 300 conventions avec des pays étrangers.

POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Domaine de juridiction fédérale à l'exception de la téléphonie intra-provinciale (Québec Téléphone).

TRANSPORTS

Le transport local est de juridiction provinciale tandis que le transport interprovincial et international est de compétence fédérale. Une entreprise comme Voyageur, qui fait dans le transport local et interprovincial est régie par Ottawa.

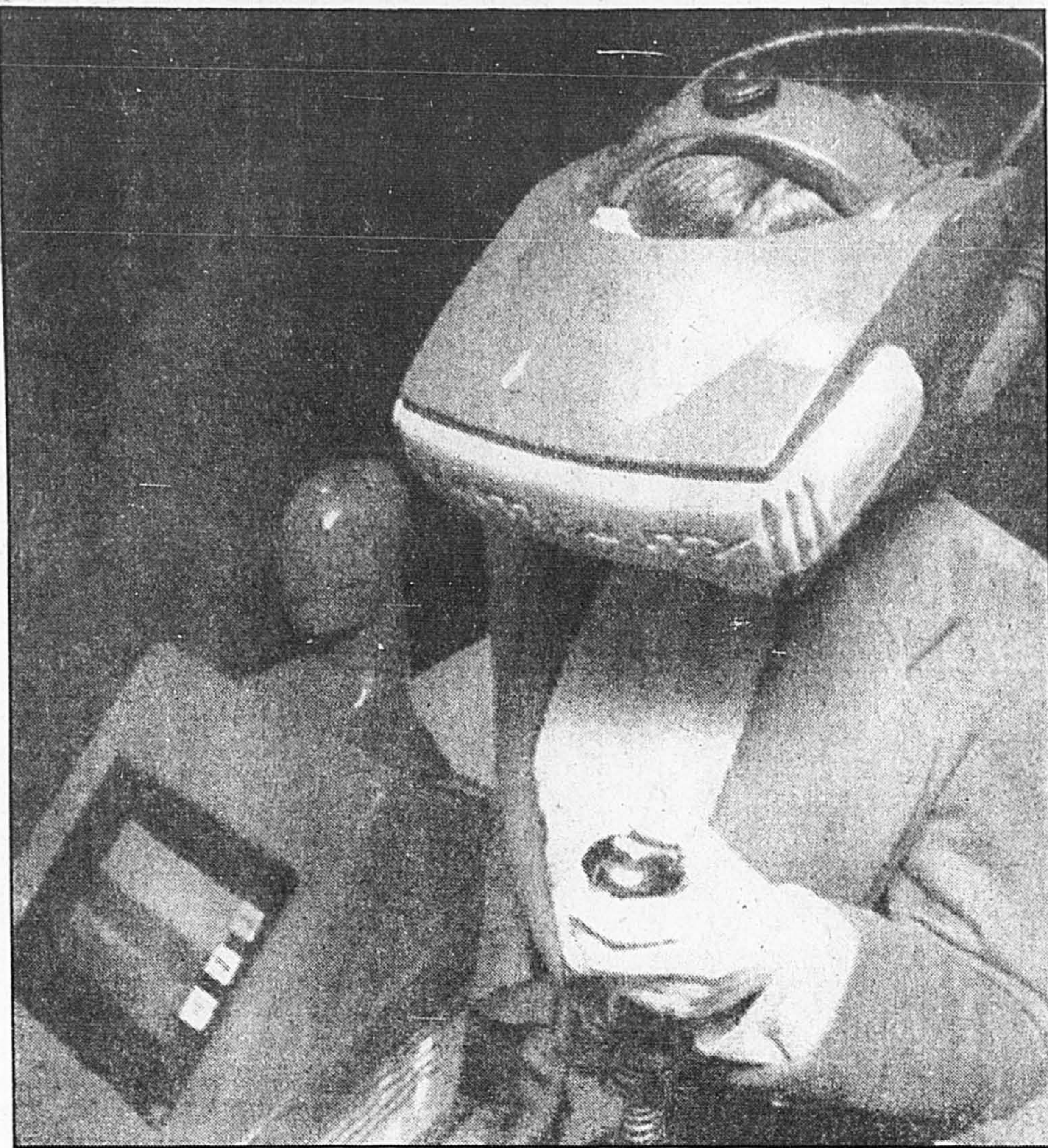


PHOTO AP

Une femme essaie les commandes de Virtuality, un appareil de fabrication britannique représentant la réalité virtuelle, lors du salon Imagine consacré à la nouvelle technologie, qui s'est tenu récemment à Monaco. La réalité virtuelle signifie que le participant a la perception et la sensation d'expérimenter et d'agir effectivement sur des événements artificiels.

Forte demande pour les jouets de guerre pour adultes

Agence France-Presse
PARIS

■ Depuis le déclenchement de la guerre du Golfe, certains fabricants de jeux guerriers pour adultes ont vu leurs ventes exploser: jeux électroniques, maquettes etc. s'arrachent au salon du jouet, qui se tient actuellement à Paris, alors que les jouets de ce type pour enfants sont loin de connaître un tel engouement.

Le simulateur de vol *Stealth Fighter* qui permet, depuis son fauteuil, de vivre les sensations d'un pilote aux commandes de l'avion américain ultra-secret, actuellement en mission dans le Golfe, a ainsi vu ses ventes augmenter de 60 p. cent en janvier, selon le fabricant américain, Microprose.

Son succès est encore plus net aux Etats-Unis, encouragé par les déclarations des pilotes eux-mêmes: «C'est exactement comme dans un jeu vidéo», affirmait ainsi l'un d'eux il y a quelques jours à son retour de mission.

Pour le moment, Microprose affirme avoir l'exclusivité de la guerre du Golfe avec son simulateur sorti il y a un an. Deux nouveaux logiciels ont bien été présentés à Las Vegas il y a trois semaines, lors de la convention des industries électroniques, mais ils ne sont pas encore commercialisés. Leurs noms: *Saddam* et *Guerre dans le Golfe*.

Le fabricant français de maquettes Heller note aussi une poussée des commandes, sans la quantifier. Là, «l'effet Golfe» marche à plein: le modèle du porte-avion américain Forrestal, déployé dans le Golfe, a vu ses ventes augmenter, ce qui n'est pas le cas du porte-hélicoptère français Jeanne-d'Arc qui ne participe pas aux opérations.

Pour leur part, les fabricants de jouets pour enfants sont circonspects devant les éventuelles retombées du conflit.

«Nous nous heurtons soit au refus catégorique de certains distributeurs qui tablent sur un 'ras-le-bol' de la guerre d'ici à Noël, soit à un engouement de ceux qui font le pari inverse» et, en définitive, «on ne peut pas dire que nous ayons une progression des commandes de nos modèles réduits liés à la guerre», affirme M. Emile Veron, PDG de Majorette (voitures miniatures), en commentant l'attitude des acheteurs du salon.

Par ailleurs, «il n'est pas question d'essayer d'utiliser la guerre pour faire de l'argent» et Majorette ne sortira aucun modèle directement inspiré du conflit, ajoute M. Veron.

Même retenue chez l'Américain Hasbro, dont l'un des grands succès de ces dernières années a pourtant été *G.I. Joe* et son attirail guerrier. «Nous avons décidé de supprimer les spots télévisés sur *G.I. Joe* qui devaient être lancés en février», affirme un porte-parole du numéro un mondial du jouet.

1670 la Baie 1991

SALON DE COIFFURE
ET D'ESTHÉTIQUE LA BAIE



POUR
PRENDRE
RENDEZ-VOUS:

OFFRE BEAUTÉ!
SEULEMENT

25\$ prix courant 45\$

• Traitement facial comprenant un nettoyage en profondeur ainsi que l'application d'un masque personnalisé et d'une solution en ampoule (durée du traitement: 75 min.).
• Traitement adoucissant à la paraffine chaude pour les mains.

En vigueur jusqu'au
2 mars 1991 seulement!

Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre offre spéciale.

NOUVELLE méthode de pose d'ongles synthétiques! Stéphanie, notre technicienne vous attend! Au centre-ville de Montréal seulement. N'est pas inclus dans notre offre-beauté.

Centre-ville de Montréal, 5^e étage: 281-4742
Centre Rockland: 739-1168; 739-5521
Jardins Dorval: 631-6741
Fairview, Pointe-Claire: 697-4870; 697-5663
Galerias d'Anjou: 353-3300

1670 la Baie 1991

Plus de 320 ans à vous offrir qualité et service, avec en plus notre garantie de remboursement!

Notre liquidation mensuelle
est de retour!
LE LUNDI 4 FÉVRIER SEULEMENT,
NOUS OUVRIRONS NOS PORTES À 11 h*
POUR LA JOURNÉE DES

PRIX FOUS!
JUSQU'À 50 % DE RABAIS

Redonnons-lui son cœur d'enfant!

Campagne de financement de l'Association
québécoise pour les enfants malades du cœur

Saviez-vous qu'un enfant sur cent naît avec une maladie du cœur et que la grande majorité des affections cardiaques peuvent être corrigées par la chirurgie?

La Baie a le plaisir de participer à cette campagne en vendant les chandails molletonnés, En Cœur, taille unique pour enfant, au coût de 15\$. Tous les profits seront versés à l'Association québécoise pour les enfants malades du cœur, afin de leur redonner leur cœur d'enfant.

En vente dans presque tous les magasins la Baie.

en cœur

SPAGHETTI EN FOLIE!
DURANT LA JOURNÉE
DES PRIX FOUS

OFFREZ-VOUS UNE ASSIETTE DE
NOTRE SUCCULENT SPAGHETTI
POUR SEULEMENT 1,99!

Dans les restaurants libre-service
de la Baie!

Le lundi 4 février, c'est la Journée des prix fous à la Baie! Pour préparer l'événement, tous nos magasins ouvriront leurs portes à 11 heures ce lundi-là. Ce sera une journée de trouvailles pour tous! Des aubaines mode pour toute la famille et des articles pour la maison. En fait, il y a des aubaines fantastiques dans plein de rayons! Soyez fin prêt pour réaliser des économies formidables durant la Journée des prix fous à la Baie! Ne ratez surtout pas ce grand événement! Un jour seulement! Le choix des articles soldés varie selon le magasin et les quantités sont limitées. Alors magasinez tôt pour bénéficier du meilleur choix! Désolés, pas de bon d'achat différé.

la Baie

SA

VISA

MasterCard

AMERICAN EXPRESS

* Centre-ville de Montréal: ouverture à 10h